

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

Etude d'un conflit enchevêtré

Mémoire de géopolitique

du Commandant Jean-Luc FOURDRINIER

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique de l'Afrique noire"

Sous la direction de : **Monsieur Pascal CHAIGNEAU**

Administrateur général du C.E.D.S.

Professeur à l'Université Paris V

Professeur à HEC

Avocat international

Mars 2002

TABLE DES MATIERES

	Page
Glossaire	3
<u>Introduction</u>	4
<u>1- Présentation de la situation.</u>	
1.1 – Eléments de géographie	6
1.1.1 – Paysages et climat	6
1.1.2 - Ressources minières	7
1.1.3 - Agriculture et industrie	10
1.1.4 – Population et ethnies	11
1.2 – Contexte politique	14
1.2.1 - Situation politique interne	14
1.2.2 – Forces politiques en présence	16
1.2.3 - Relations internationales	18
<u>2- Comment en est-on arrivé là ?</u>	
2.1 – Les fondamentaux de l’Afrique des Grands lacs.	22
2.2 – La poudrière du Kivu.	26
2.3 – La campagne victorieuse de l’AFDL.	28
2.4 – La deuxième guerre d’Afrique centrale.	30
2.5 – Le tribut de la guerre.	35
<u>3- Comment peut-on sortir de la crise ?</u>	
3.1 – Vers une démocratie « à l’Africaine » ?	37
3.2 – Unité ou démembrement ?	40
3.3 – Perspectives d’un dialogue inter-congolais ?	42
3.4 – Une régulation par l’économie ?	42
3.5 – Une action internationale ?	44
<u>Conclusion</u>	46
<u>Annexes</u>	
Cartographie	48
Bibliographie	52

Glossaire

ADF	Allied Democratic Forces
AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
CMM	Commission Militaire Mixte
FAC	Forces Armées Congolaises
FAP	Forces d'Autodéfense Populaires
FAZ	Forces Armées Zaïroises
FPR	Front Patriotique Rwandais
MLC	Mouvement de Libération Congolais
MONUC	Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
ONU	Organisation des Nations Unies
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République Démocratique du Congo
SDN	Société Des Nations
UA	Union Africaine
UNITA	Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola

Introduction

La région des Grands lacs en Afrique centrale constitue une des plus anciennes zones de peuplement de ce continent. C'est également un espace très agité, tant sur le plan géologique qu'anthropologique. Les dernières crises de l'époque post-coloniale qui ont secoué cette région ont connu un fort retentissement sur la scène internationale. Choquée par les images des massacres, des déplacements de population et des camps de réfugiés, l'opinion publique mondiale a soudain découvert les noms de Rwanda et de Burundi. Mais les soubresauts de ces petits pays n'ont pas simplement eu un impact médiatique. Symptômes d'une crise régionale profonde, les « événements » rwandais marquaient le réveil dans la région des vieux démons africains.

Une fois soulevé le couvercle de la jarre de Pandore, les rivalités ethniques, linguistiques, économiques, culturelles, le népotisme, la corruption, le pillage se sont simultanément abattus sur l'Afrique centrale. La crise s'est étendue au-delà des Grands lacs, déstabilisant les Etats de la région. Cette internationalisation du conflit ajoutait une dimension supplémentaire à la crise. Toutes les conditions étaient réunies pour voir se jouer une grande tragédie à l'africaine. Il ne manquait qu'un théâtre où pouvoir présenter la pièce. Le territoire zaïrois fit les frais de la mise en scène.

La percée conquérante de Laurent-Désiré Kabila marqua le début d'un conflit majeur au Zaïre, embrasant l'ensemble de la région, et dont on ne voit toujours pas la fin. La convergence vers ce territoire de l'ensemble des lignes de fracture pré- et post-coloniales africaines a généré une situation de crise multiforme dont le seul effet permanent et fédérateur réside dans la souffrance du peuple zaïrois. Ce conflit enchevêtré constitue certainement la « première guerre mondiale » d'un monde africain émancipé de la gouvernance occidentale. C'est cette crise, à la fois originale dans ses développements mais très classique dans ses moteurs, que nous allons évoquer.

Nous partirons de la situation actuelle dans laquelle se trouve la République Démocratique du Congo, présentant tour à tour les différents acteurs du conflit et le cadre géopolitique de leur action. Nous remonterons alors le temps afin de voir

comment nous sommes arrivés à la situation présente, et en particulier quels sont les éléments déterminants à prendre en compte pour appréhender la dynamique profonde de la crise. Nous tenterons finalement d'imaginer comment sortir de l'impasse actuelle en présentant quelques pistes pouvant conduire à la résolution du conflit et à la stabilisation de la région.

1- Présentation de la situation.

1.1 – Eléments de géographie

La République Démocratique du Congo (RDC), anciennement république du Zaïre, est un pays d'Afrique centrale partageant ses frontières avec la république du Congo à l'Ouest, la République centrafricaine et le Soudan au Nord, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie à l'Est, la Zambie et l'Angola au Sud. La RDC s'étend sur une superficie de 2 344 885 km², soit plus de quatre fois la France. Sa capitale est Kinshasa.

1.1.1 – Paysages et climat

La RDC correspond pour l'essentiel à l'immense bassin du fleuve Congo ou Zaïre, qui a la forme d'une cuvette intérieure située à plus de 300 mètres au-dessus de l'océan Atlantique. Ce fleuve donne son unité au pays par l'ampleur de son bassin (3820000 km²). Son débit demeure constant en raison de saisons des pluies inversées dans les régions situées au-dessus et en dessous de l'équateur. Un affluent, l'Oubangui, prend sa source dans le Nord, tandis que le bras principal et les autres affluents naissent dans les savanes du sud.

Dans le sud-ouest, le fleuve traverse de hauts plateaux accidentés avant de longer le plateau Batéké. La bordure méridionale de la cuvette se relève pour former le plateau du Shaba ou Katanga, situé à 1 220 m, qui se prolonge par les chaînes du Mitumba et du Kundelungu. À l'Est surgissent des reliefs volcaniques produits par la fracture de la Rift Valley, dans la région des Grands lacs. On y trouve les plus hauts sommets congolais, le Karisimbi (4 507 m), la Mikenno (4 437 m), le Nyaragongo (3 470 m), dans le massif des volcans Virunga, le Ruwenzori, les "montagnes de la Lune", culminant à 5 119 m au pic Marguerite. Le Ruwenzori domine au Nord le lac Albert qui appartient au système du Nil, tandis que le lac Tanganyika qui appartient au système du fleuve Congo s'étend parallèlement aux monts Mitumba et forme la frontière avec la Tanzanie.

Le pays serait complètement enclavé s'il ne disposait d'un étroit couloir entre le Congo et l'Angola qui lui permet d'accéder à l'océan Atlantique et d'avoir une façade maritime de 40 km de long.

Le pays se situant de part et d'autre de l'Équateur, le climat dominant est équatorial, chaud et humide en permanence, avec cependant des nuances selon la latitude et l'altitude.

D'une manière synthétique, les caractéristiques géographiques de la RDC génèrent trois grandes mouvances :

- la mouvance occidentale, polarisée directement sur la capitale et tournée vers l'Atlantique, avec un réseau de transports qui converge vers Kinshasa et Matadi,
- la mouvance orientale, polarisée sur Goma et tournée vers les Grands lacs et l'Océan indien,
- la mouvance australe, le bassin du cuivre katangais et son arrière-pays, tournée en grande partie vers l'Afrique australe.

1.1.2 - Ressources minières

La RDC est un pays que l'on pourrait qualifier de paradis géologique tant les ressources contenues dans son sol sont diverses et abondantes. Ses ressources minérales comprennent le cuivre, le cobalt, le zinc, le cadmium, le diamant, l'or, le coltan, l'étain, le tungstène, le niobium, l'uranium, et le manganèse. Le pétrole est également présent sur la zone côtière, principalement à Mibale, Mwanbé et Mutuba, mais les réserves sont toutefois peu importantes.

Détaillons les ressources les plus importantes :

Cuivre, cobalt et zinc.

Les gisements de cuivre et des métaux qui lui sont associés, en particulier le cobalt et le zinc, sont exploités par la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines). La Gécamines est une entreprise publique, dont le siège est situé à Lubumbashi, dans la province du Katanga. Elle constitue le plus grand complexe minier de la RDC. Sa concession minière (environ 18.000 km²) comprend des exploitations à ciel ouvert, des

mines souterraines et de grandes usines de concentration des minerais et de métallurgie du cuivre, du cobalt et du zinc.

Diamant.

Les premiers diamants ont été découverts vers 1909 dans le Kasai. La production de diamants était estimée à environ 22 millions de carats en 1995, en augmentation par rapport à 1994 (16,3 millions). Cette hausse résulte principalement de la production artisanale. Les gisements de diamants sont concentrés dans le Kasai-oriental, près de Mbuji-Mayi, et dans le Kasai-occidental. On trouve également du diamant dans le Bas-Congo, le Haut-Congo, le Maniema, l'Equateur et le Bandundu.

L'exploitation industrielle du diamant est assurée par la Minière de Bakwanga (Miba) à Mbuji-Mayi. La Miba est une société d'économie mixte, dont le capital est détenu à hauteur de 80 % par l'Etat congolais et de 20 % par la Sibeka. Les réserves connues étaient estimées à 148.770.000 carats. La capacité de la Miba est de 10.000.000 carats par an.

La RDC est le troisième producteur mondial de diamants industriels, derrière l'Australie et la Russie.

Or.

L'or est présent dans la plupart des régions, plus particulièrement dans la province du Haut-Congo. Il est exploité industriellement par l'office des Mines d'Or du Kilo-Moto (Okimo). Cette entreprise publique, dont la capacité de production est de l'ordre de 6 t. par an, exploite des gisements situés dans le Haut-Congo. L'or est également exploité par la société mixte Kilo-Moto Mining International (Kimin) dans le Haut-Congo dont les réserves sont estimées à 124 t. La Société Minière et Industrielle du Kivu (Sominki) dont le capital est détenu à hauteur de 28 % par l'Etat congolais, de 36 % par la société Banro Resources et de 36 % par une compagnie belge. Outre cette production industrielle, l'or est également exploité artisanalement. On estimait cette production à environ 717 kg en 1995.

Coltran.

Les minerais colombo-tantalites (coltran) permettent la production de tantale, métal indispensable au génie chimique moderne et à l'industrie de l'électronique. La plus grande part des réserves de coltran se trouvent en Afrique. En RDC, les régions du Kivu et du Kasai sont très riches en Coltran. L'extraction de ce minerai est devenue un enjeu majeur pour ces régions depuis que le prix du tantale a « flambé » pour répondre à la demande mondiale des appareils électroniques portables (téléphones mobiles,...). Toute la population de ces régions s'est lancée dans l'extraction et le commerce du coltran, désormais plus rentable que l'extraction de l'or.

Etain.

La production d'étain, essentiellement sous forme de cassitérite, est d'environ 793 t., en nette diminution depuis 1989 où elle atteignait 2.282 t. L'exploitation est assurée par la Société Minière et Industrielle du Kivu (Sominki), une société d'économie mixte dont le capital est détenu par l'Etat congolais (28 %) et le groupe belge Empain. Elle exploite des gisements d'étain et autres minéraux lourds (colombo-tantalite, wolframite, monazite), ainsi qu'un peu d'or (398 kg en 1994) dans le Kivu.

Manganèse.

La production de manganèse est arrêtée depuis 1993. L'exploitation du gisement de Kisenge, dans le Katanga, était assurée par l'Entreprise Minière du Kisenge (EMK-MN), une société d'Etat dont les capacités de production sont de 360.000 t. par an. La chute de la production est due à la fermeture du chemin de fer de Benguela en Angola, suite à la guerre civile dans ce pays.

On peut donc voir que les ressources minières constituent une des richesses importantes de la RDC, une source de devise essentielle et la base sur laquelle le développement du pays pourrait se faire.

Toutefois, ces potentialités ne se retrouvent pas dans les niveaux de production dont la baisse, commencée en 1986, s'est accentuée entre 1991 et 1993. D'une manière générale, l'ensemble de la production minière et métallurgique formelle s'est effondré et le secteur enregistre une expansion considérable des activités aurifères et diamantifères informelles, à petite échelle. En effet, les ressources minières donnent lieu à un pillage

de l'économie qui ne cesse d'enrichir les barons du régime et les dirigeants des pays alentours, et d'appauvrir encore plus les gens du peuple qui creusent la terre pour des salaires de misère. Les trafiquants, eux, acheminent en fraude or et diamants vers les lieux de revente, tel Anvers. L'exploitation du coltran a vu la mise en place d'une véritable filière impliquant à la fois les forces occupantes et les populations locales, avec des effets induits considérables sur le tissu social et la structure même de la société humaine dans les régions concernées.

Plus généralement, le secteur minier souffre de la mauvaise qualité des infrastructures de transport (dont l'amélioration constitue une des priorités des nouvelles autorités), de problèmes techniques, mais surtout de la dégradation accélérée et du non-renouvellement de l'outil de production ainsi que d'une mauvaise gestion des unités de production. Il en a résulté un blocage des financements. En outre, la prospection et la recherche minières ainsi que le développement de nouveaux gisements sont ralentis, compromettant l'expansion du secteur.

1.1.3 - Agriculture et industrie

L'agriculture occupe près de 66 p. 100 de la population active et représente plus du tiers du Produit Intérieur Brut. Pour la première fois, en 1993, la balance agricole a enregistré un déficit de 163 millions de dollars.

Bien que les terres du bassin congolais soient très fertiles, 3 % seulement de la superficie totale du pays sont consacrés à la culture. La production annuelle se compose essentiellement de manioc, principale culture vivrière, de maïs et d'arachide. Le café constitue la principale culture commerciale, avant le caoutchouc, le coton et le cacao. Les cultures de rapport ont considérablement chuté au profit des cultures vivrières après la nationalisation, dans les années soixante-dix, des plantations exploitées par les étrangers.

La production de bois, 48,6 millions de stères en 1997, est principalement destinée à la production de combustible domestique, l'acheminement du bois vers la côte étant extrêmement difficile.

En 1998, le bétail comprenait 25 millions de volailles, 4,1 millions de caprins, 1 million de bovins, 1 millions de moutons et 1,2 millions de porcs. L'élevage bovin est

concentré sur les hauteurs, vers la région des Grands lacs, en raison de la forte présence de la mouche tsé-tsé dans les plaines et de son absence en altitude.

La pêche, pratiquée surtout en eau douce, fournit une partie importante de l'alimentation.

Au niveau des échanges commerciaux, la région de Kinshasa continue à s'approvisionner en produits étrangers et à exporter par le port de Matadi. Les provinces du Katanga ainsi que des deux Kasai sont résolument acquises aux produits venant de l'Afrique australe et même du lointain Dubaï. Dans les territoires sous occupation, les échanges extérieurs sont orientés vers la République Centrafricaine d'une part, et vers le Rwanda et l'Ouganda d'autre part. Une bonne partie de cette intense activité « commerciale » transnationale relève en fait simplement du pillage par le Rwanda et l'Ouganda des ressources naturelles de la RDC.

En dehors de l'industrie minière qui fournit des chiffres à peu près fiables, le reste de l'économie peut difficilement être cerné, car en pleine déliquescence. On estime en effet que 70% de l'activité emprunte des circuits parallèles. Une chose est sûre : la monnaie zaïroise a perdu l'essentiel de sa valeur depuis 1996. Le taux d'inflation dépasse 700 %, le dollar se négocie autour de 20000 zaïres (un zaïre valait deux dollars en 1967). La cotation de la monnaie échappe à la Banque centrale, dévêtue de toute autorité en la matière. Chaque matin, les banques de Kinshasa ajustent leurs taux de change sur ceux que pratiquent les « marnas », reines du marché noir, sur les trottoirs d'un quartier de la ville, que chacun appelle avec humour « Wall Street ».

1.1.4 – Population et ethnies

De 13,5 millions en 1958, la population congolaise est passée à 24 millions en 1980 et s'estime à 42,1 millions d'habitants en 1995 dont près de 4,8 millions vivaient dans la seule ville de Kinshasa, la capitale du pays. Ces estimations ont comme base le recensement démographique de 1984 qui a chiffré la population congolaise à 30,7 millions d'habitants. Le taux annuel de croissance est de l'ordre de 3,1 %.

La population congolaise se caractérise par une extrême jeunesse. En effet, en 1984, selon l'INS, 59 % de cette population était constituée de personnes de moins de 20 ans.

Du point de vue de la répartition de la population par milieu de résidence, les données de 1984 indiquent qu'environ 70 % de la population congolaise vivent en milieu rural contre près de 30 % dans les villes. La répartition géographique de la population est inégale. En effet, à part quelques poches de peuplement allant du Kwilu au Kasai et les régions montagneuses de l'Est, le reste du territoire est sous-peuplé avec une densité de loin inférieure à la moyenne nationale estimée en 1984 à 13 hab/km².

La population du pays est majoritairement chrétienne, 47 p. 100 pratiquant le catholicisme et 28 p. 100 le protestantisme. La communauté musulmane est restreinte. Un habitant sur cinq adhère à des croyances animistes. Les religions syncrétiques (tel le kimbanguisme, regroupant 3 p. 100 de la population) fusionnent d'éléments issus du christianisme et de croyances traditionnelles. La répartition confessionnelle peut être notée car elle n'est pas sans intérêt pour l'analyse de la crise congolaise.

Quatre langues dites nationales, autres que le français, langue officielle, permettent l'intercompréhension à l'intérieur de grands sous-ensembles spatiaux.

Le kikongo au sud-ouest et le tshiluba au centre-sud dépassent les aires de peuplement des Kongo et des Luba. Le swahili rattache l'Est zaïrois au vaste ensemble swahiliphone d'Afrique orientale. Quant au lingala, initialement langue d'échange des gens du fleuve, il a été adopté par de nombreux groupes du Nord du Zaïre, parmi lesquels les Ngbandi, ethnie de Mobutu, et est devenu de fait la langue des militaires et de nombreux fonctionnaires. Il connaît de ce fait une large diffusion nationale et internationale car il est aussi parlé au Congo.

Enfin, on ne peut pas aborder l'étude d'une situation africaine sans s'arrêter sur la dimension ethnique, souvent transfrontalière car issue des grands courants de peuplement africain pré-coloniaux, et toujours significative dans l'émergence et la résolution des crises africaines.

En RDC, quelques grands ensembles ethnorégionaux polarisent un espace d'une grande diversité humaine qui compte, selon les classifications des ethnologues, entre deux et trois cents groupes ethniques. La RDC reste majoritairement peuplée de populations bantoues, mais d'autres groupes ethniques se distinguent sur la périphérie et participent à la problématique des conflits dans ce pays.

A l'extrémité sud-est du Zaïre, le Shaba est une zone à fort particularisme et une région de grande importance stratégique, qui partage avec la Zambie les richesses minières de la Copper Belt (ceinture du cuivre). Le particularisme du Shaba tient à la personnalité de l'ethnie Lunda, mais aussi à une culture ouvrière et d'entreprise développée depuis les débuts de l'exploitation minière, en 1910. La région est extrêmement sensible et compte parmi les points chauds du continent. Il suffit d'évoquer les coups de main des gendarmes katangais en 1977 et surtout en 1978, où une seconde et meurtrière attaque à Kolwezi provoqua l'intervention aéroportée des forces française et belge. Enclavée, éloignée de la capitale, elle subit l'attraction économique de l'Afrique du Sud par où s'exporte près de la moitié des minerais extraits.

Autre périphérie à problème sur le flanc sud du Zaïre : le Kasai, ou plutôt les Kasai. La partition de la province entre un Kasai-Occidental (capitale : Kanaga, ex-Luluabourg) et un Kasai-Oriental (capitale : Mbuji Mayi, ex-Bakwanga) a permis de séparer les frères ennemis, Lulua et Luba, qui s'étaient déchirés en 1959-1960. Le Kasai-Oriental tire toute son importance du diamant. Les Luba constituent, au-delà de leur ancrage régional, une des grandes forces politiques du Zaïre.

L'immense province du Haut-Zaïre, d'une superficie comparable à celle de la France, couvre le quart nord-est du pays. Les zones frontalières du Soudan et de l'Ouganda, ouvertes à tous les trafics, sont mal contrôlées par Kinshasa. Le Nord-Est héberge des groupes nilotiques tels que les pasteurs de l'Ituri, et surtout soudanais. Au XIXe siècle, des groupes migrants venus de Centrafrique et du Soudan avaient organisé dans la région des Uélé de puissants royaumes esclavagistes qui approvisionnèrent le marché arabe : Zandé et Mangbetu étaient redoutés par leurs voisins méridionaux, qui s'en méfiaient encore. La capitale régionale est Kisangani, ex-Stanleyville.

L'est du Zaïre est une zone influencée par l'Afrique orientale. Ainsi, le Nord-Kivu montagneux forme en RDC une entité à part. Isolé du reste du pays faute de liaisons terrestres, il est en revanche bien relié à l'Afrique des Grands lacs, lieu de confrontation des Tutsi et des Hutu. Des dizaines de milliers de réfugiés fuyant les guerres civiles au Rwanda s'y sont fondus avec plus ou moins de facilité. Par son histoire, l'est de la RDC appartient au versant oriental de l'Afrique. Il en a reçu une double influence colportée par les marchands arabes ou arabisés, originaires des rivages de l'océan indien. Le swahili est devenu la langue commune, de l'Ituri jusqu'au Shaba. Quant à l'islam, diffusé jusqu'au Maniéma, sa propagation a été stoppée par la colonisation qui a favorisé l'implantation du christianisme. Il n'y a pas aujourd'hui de

problème musulman en RDC. En revanche, la population autochtone du Kivu rejette les groupes allochtones, tels les Banyamulenge, les Banyavyura, ou les Banyarwanda, composés de congolais d'origine rwandaise et de réfugiés Tutsi qui ont fui le Rwanda au début des années 60.

1.2 – Contexte politique

1.2.1 - Situation politique interne

Trois personnalités aux styles très différents se sont succédées à la tête de l'Etat congolais, sans arriver à assurer au pays et à son peuple un développement digne d'une grande nation : l'honnête homme Joseph Kasa-Vubu, dont la loyauté a fini par se muer en inertie ; le stratège et fin politique Joseph-Désiré Mobutu, dont les bonnes réalisations se sont évanouies, avec lui, dans le fossé creusé, au fil de temps, par un pouvoir trop personnel et corrompu ; l'indomptable et nationaliste militant Laurent-Désiré Kabila, dont l'action, brutalement interrompue par une mort tragique, portera à jamais la marque de l'inachevé.

Le premier a trouvé ses limites dans le fonctionnement d'un système démocratique de gouvernement qui faisait du Premier ministre le véritable chef de l'Exécutif. Le second s'est figé, jusqu'à la cécité, dans un régime autocratique qui a fini par causer sa propre perte. Le dernier n'a pas su prendre la véritable mesure de l'ampleur de la tâche à laquelle il s'était attelé ; il s'est battu sur plusieurs fronts à la fois et s'est fourvoyé.

Tous donc ont essayé, mais personne n'a pu gagner le pari, de faire de la RDC un état moderne.

Depuis le 16 janvier 2001, date de l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila, son fils, Joseph Kabila, occupe à 30 ans les fonctions de chef d'état de la RDC. Le plus jeune chef d'état du continent règne sur un pays dévasté, à demi occupé, sans voies de communication et où des régions entières échappent à son autorité. Il hérite d'un pays plongé dans une crise profonde aux dimensions multiples, assiégé et dépecé

par ses voisins, agité par des mouvements politiques dissidents et ayant perdu toute cohésion nationale, si tant est qu'elle existât un jour.

Pourtant, Joseph Kabila ne désespère pas et tente d'améliorer la situation calamiteuse laissée par son père.

Il a commencé par « épurer » le cabinet présidentiel de son père, et en particulier les « tontons » et les « cousins » qui formaient la garde rapprochée de Laurent-Désiré Kabila et dont l'activité souvent prédatrice choquait nombre de Congolais. Ainsi, Gaëtan Kakudji, ancien numéro deux du pays, Abdoulaye Yerodia, ex-ministre des Affaires étrangères, ou Pierre-Victor Mpoyo, le trésorier du pouvoir, ont été écartés par le jeune président.

Etant donné les mœurs locales, Joseph Kabila a également pris soin de renouveler l'entourage sécuritaire du Palais de marbre, afin d'éviter de disparaître trop prématurément. Sa garde rapprochée est constituée de parachutistes zimbabwéens, tandis que ce sont les militaires angolais qui « sécurisent » Kinshasa.

Enfin, il vient de nommer un gouvernement renouvelé à près de 80 % et ouvertement réformiste. Il a cependant veillé à assurer aux originaires du Katanga et des deux Kasai une place dominante au sein de la nouvelle équipe afin de respecter les équilibres géopolitiques du moment.

De formation anglophone beaucoup plus que francophone (l'anglais et le swahili sont ses langues naturelles), Joseph Kabila n'adopte pas la truculence et l'emphase de son père. Mais il n'est pour l'instant pas encore prêt à abandonner l'hyper-concentration des pouvoirs qu'il a héritée de son géniteur. En effet, après sa prise de pouvoir en mai 1997, Laurent-Désiré Kabila a dissout l'ensemble des institutions et formé un gouvernement constitué de ses proches, assumant seul les pouvoirs législatif et exécutif. Il a annoncé la création d'une commission chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour 1998 et la tenue d'élections législatives et présidentielles en avril 1999. Depuis ces annonces, le processus démocratique est au point mort.

Il est vrai que le pays est en guerre et que la marge de manœuvre est faible vis-à-vis des alliés angolais et zimbabwéens, qu'oppose d'ailleurs une rivalité feutrée. La prise de pouvoir de Joseph Kabila ne sera vraiment effective que le jour où il pourra s'affranchir de cette tutelle bien encombrante. Un processus démocratique pourra peut-être alors s'engager réellement à la tête de l'Etat.

1.2.2 – Forces politiques en présence

La description des différents acteurs politiques permet à elle seule d'illustrer la complexité de la situation en RDC. Différents camps s'opposent ou s'allient au gré des renversements d'alliance, semant la confusion dans le paysage politique congolais. Il est de ce fait difficile de classer de manière définitive les différentes parties en fonction de leur soutien ou de leur opposition au gouvernement en place. On peut simplement évoquer leur dynamique propre au sein du paysage politique local.

1.2.2.1. - Le gouvernement de Kinshasa et ses alliés.

Le gouvernement de Kinshasa ne tire pas sa légitimité des urnes. Il ne se maintient en place que grâce à un certain nombre d'appuis internes et internationaux.

Les Forces Armées Congolaises (FAC) sont loyalistes envers le régime de Joseph Kabila. Comptant environ 50 000 hommes, peu équipées, faiblement entraînées, elles sont essentiellement cantonnées dans la capitale et exercent un contrôle plus ou moins symbolique de l'ouest et du sud du pays. Leur action n'est pas véritablement significative et ne peut en aucun cas être sensible sur l'ensemble du pays.

Les Katangais sont également des alliés du gouvernement Kabila. En effet, Laurent-Désiré Kabila est de l'ethnie Baluba du Katanga, et il s'est appuyé sur le tribalisme pour asseoir son pouvoir. Cela lui a d'ailleurs valu l'ire des ethnies non Luba de la région de Lubumbashi, avant que l'appartenance révélée de sa mère à l'ethnie Lunda ne désamorce la traditionnelle rivalité intra-katangaïse, Sud contre Nord. En outre, le clan Kabila bénéficie du soutien des Tigres Katangais, composés d'ex-gendarmes katangais de Moïse Tshombé partis en exil en Angola à l'époque de Mobutu. Ces combattants sont revenus en RDC à la faveur de la « première guerre de libération », sans doute aidés par des soldats angolais. Ils prirent une part décisive dans les combats que mena Kabila contre les Mobutistes.

A Kinshasa, le pouvoir s'appuie aussi sur un certain nombre de milices populaires, dont la création a été encouragée par Laurent-Désiré Kabila afin de limiter les nuisances éventuelles de troupes rebelles autour de la capitale. Ces milices sont très violentes, mal contrôlées, et animées d'un fort sentiment anti-Tutsi, accusant ces derniers du désordre régnant dans le pays et de tous les maux accablant la capitale.

Plus généralement, une part non négligeable de la population de RDC initialement hostile au régime Kabila s'est ralliée au gouvernement en place par

nationalisme face à l'importance de la présence étrangère dans la rébellion. En particulier, la présence des Rwandais dans le conflit a exacerbé le traditionnel racisme anti-Tutsi en RDC et a renforcé la popularité de Kabila.

1.2.2.2. – Le courant Banyamulenge.

Si les Tutsi ne sont pas aimés en RDC, ils jouent néanmoins un rôle important dans les affaires du pays. Le terme Banyamulenge, autrement dit « ceux du Mulenge », désigne les Tutsi résidant dans les deux Kivu. Ces Tutsi congolais se sont battus aux côtés des Rwandais au sein de l'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL). Ceci conforte la population de RDC dans l'opinion que les Banyamulenge sont plus des Rwandais que des Congolais. Parallèlement, les rapports entre Banyamulenge et Rwandais ne sont plus très bons. Cette communauté se sent donc rejetée et incomprise, en proie à la défiance de Kinshasa et à la menace de Kigali. Cela l'a amenée à se rapprocher du Burundi, sans pour autant trouver une issue favorable à la crise identitaire qui la secoue.

1.2.2.3. - Le RCD-Goma et le Rwanda.

Apparu en 1998, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) est un allié du Rwanda. Il est composé de ceux que l'on pourrait appeler les « déçus » de la première guerre de libération, qui considèrent que Kabila a trahi l'esprit de la révolution et qui se sentent de fait écarté du pouvoir après le renvoi des Rwandais.

En octobre 1999, ce mouvement se scinde en deux courants suite à des dissensions internes.

Un premier courant, le RCD-Goma, portant le nom de sa base géographique, se trouve dirigé par Emile Llunga, un ministre se prévalant des Tigres Katangais mais écarté du pouvoir par Kabila après la victoire de mai 1997. Fort de 20 000 hommes, implanté dans l'est et le sud de la RDC, ce mouvement influencé par les Tutsi congolais s'est vite rapproché de l'armée rwandaise dont il dépend en grande partie.

1.2.2.4. - Le RCD-ML et l'Ouganda.

Deuxième courant issu de la scission du RCD, le RCD-Mouvement de Libération (RCD-ML) est quant à lui dirigé par Wamba dia Wamba, un professeur d'histoire venu de Tanzanie et précédemment élu à la tête du RCD. Implanté dans le

nord-est de la RDC, ce mouvement s'est naturellement allié à l'Ouganda. Il est cependant très fragmenté et l'autorité de Wamba dia Wamba est de plus en plus contestée.

1.2.2.5. - Le MLC et l'Ouganda

Créé en 1998 par Jean-Pierre Bemba, le Mouvement de Libération Congolais (MLC) est implanté dans le nord de la RDC. Fort de près de 9000 hommes, il contrôle la région de l'Equateur. Initialement allié du Rwanda, le MLC s'est depuis rapproché de l'Ouganda.

1.2.2.5. – Les ex-FAZ.

Les militaires issus des Forces Armées Zaïroises (FAZ) de Mobutu ont pour la plupart intégré les FAC après la victoire de Kabila. N'étant que très irrégulièrement payés, ils ont pour beaucoup rallié le camp anti-gouvernemental en 1998 sous l'impulsion du commandant Ondekane.

1.2.3 - Relations internationales

1.2.3.1. – Relations avec les pays voisins.

Le Zimbabwe :

Le Zimbabwe est un allié de pouvoir de Kinshasa et dispose d'environ 11000 hommes stationnés en RDC. Il n'entend cependant pas jouer dans ce pays un rôle politique déterminant. En effet, les relations entre le Zimbabwe et la RDC sont essentiellement fondées sur des intérêts d'ordre économique. Certains privilégiés du pouvoir en place à Harare dépendent financièrement de la RDC, et le président Mugabe est préoccupé par la pérennité de son statut de leader régional. Mis à part ces intérêts particuliers, la tendance actuelle du Zimbabwe est plutôt de se désengager du conflit en RDC, aussi coûteux qu'impopulaire.

La Namibie :

La Namibie, allié traditionnel de l'Angola, dispose d'une présence symbolique d'un millier d'hommes dans le nord-ouest de la RDC. Alliée de Kinshasa, elle n'a pas

d'intérêt vital dans ce conflit, mis à part quelques engagements économiques privés, et craint qu'un engagement trop marqué ne lui crée plutôt plus de problèmes avec l'Union nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), mouvement de guérilla angolais présent à ses frontières et qui est également actif en RDC.

L'Angola :

L'Angola est la première puissance militaire de la région, c'est aussi le seul allié de Kinshasa à avoir une frontière commune avec la RDC. L'Angola maintient plusieurs milliers d'hommes en RDC, mais possède surtout la capacité d'augmenter rapidement cet effectif si le besoin s'en faisait sentir. La politique interventionniste de l'Angola est essentiellement guidée par la lutte que le pays mène contre l'UNITA, dont les éléments se battent aux côtés des Rwandais.

Le Soudan :

Le Soudan est un allié indirect de Kinshasa, par son appui à Kabila dans la guerre qui l'oppose au groupe rwando-ougandais d'une part et par son soutien financier aux mouvements de guérillas hostiles au président Museveni d'Ouganda. L'affrontement entre le Soudan et l'Ouganda se déroule également souvent dans les régions de nord-est de la RDC.

Le Rwanda :

Le Rwanda est un petit pays très isolé sur la scène internationale. Il est en guerre contre la RDC de Kabila et ses alliés angolais, zimbabwéens et namibiens. Sa relation avec l'Ouganda est très difficile et les deux pays se sont affrontés plusieurs fois en territoire congolais. Les rapports avec le Burundi et la Tanzanie sont empreints de suspicion mutuelle.

Le Rwanda occupe la partie est de la RDC. Le président Kagame justifie cette occupation par un souci sécuritaire. Il faut se souvenir que le problème majeur du Rwanda réside dans l'antagonisme ethnique qui oppose les Hutu aux Tutsi et qui a mené à de nombreux massacres de populations. Kagame cherche à contenir les activités des groupes armés rwandais qui opèrent en RDC, notamment ceux dont les responsabilités dans le génocide de 1994 sont avérées. Il affirme que son pays se retirera de RDC conformément aux termes de l'accord de Lusaka, qui prévoit notamment le désarmement de ces groupes armés. Au-delà du discours officiel, le Rwanda a de

nombreuses raisons, en particulier économiques, à rester dans l'est de la RDC. La problématique de cette région est complexe et constitue une clé essentielle de la crise actuelle en RDC, comme nous le verrons ultérieurement.

Le Burundi :

Le Burundi est peu impliqué dans le conflit de RDC. Certes, ses troupes sont parfois présentes de l'autre côté de la frontière, mais c'est essentiellement pour mener des opérations de police face aux agissements des rebelles burundais retranchés au Sud-Kivu.

L'Ouganda :

L'Ouganda affiche en RDC une position similaire au Rwanda. Kampala souhaite empêcher les attaques meurtrières menées sur son territoire à partir de la RDC des Allied Democratic Forces (ADF), une guérilla financée par le Soudan. Mais l'Ouganda est surtout préoccupé par le maintien de ses intérêts économiques dans le commerce des minerais extraits de RDC, particulièrement autour de Kisangani. L'Ouganda disposait de 10 000 hommes dans le nord-est et le nord-ouest de la RDC. Récemment, avec la disparition de Laurent-Désiré Kabila, le président Museveni a décidé de retirer ses troupes de RDC, estimant que « ses objectifs minimaux avaient été atteints ».

Le Congo-Brazzaville :

Le Congo-Brazzaville n'est pas directement impliqué dans le conflit en RDC mais il en subit certaines retombées. En particulier, des milliers de réfugiés en provenance de RDC ont traversé le fleuve et se sont installés dans la province congolaise de Likoula. De plus, la guerre a fortement désorganisé la circulation des biens entre les deux pays, éprouvant l'économie du Congo, qui est par exemple totalement dépendante de la RDC pour ses approvisionnements en carburants.

1.2.3.2. – Relations avec la communauté internationale.

La « nouvelle » politique américaine :

Dans la crise de la RDC, Washington a adopté une attitude essentiellement pragmatique et privilégiant le court terme. Les Américains ont tout d'abord compris

rapidement que Mobutu était une « créature du passé ». Ils n'ont pas non plus donné un blanc-seing à Kabila. Ils sont d'abord préoccupés par la nécessité de contenir la poussée islamiste radicale qu'ils considèrent comme le nouvel ennemi. Ils cherchent également à minimiser les risques pour leurs ressortissants sur le terrain. Ils ont donc très rapidement normalisé leurs relations avec Laurent-Désiré Kabila et lui ont apporté une aide discrète. Il ne s'agit certainement pas pour les Etats-Unis de mettre en place un processus « d'américanisation » de la région des Grands lacs. Il ne semble pas y avoir de grand dessein à moyen ou long terme pour cette région dans la diplomatie conduite par Washington. Les Etats-Unis tentent de piloter la crise au jour le jour au mieux de leurs intérêts, mais ne veulent pas s'impliquer plus que de nécessaire.

La relation eurafricaine, un contrat sous condition résolutoire :

Rompant avec les positions française et belge de politique clientéliste qui ont mené au fiasco, l'Europe souhaite établir avec la RDC une nouvelle relation propice à l'émergence d'une solution pour la crise actuelle. Elle cherche en particulier à promouvoir la cause des droits de l'homme et de la démocratie, fixant certaines conditions (enquête sur les massacres, pluralité politique, calendrier électoral,...), préalables à la reprise d'un dialogue constructif entre la RDC et les états européens. Louable sur le plan des principes, la politique rigide de Bruxelles ne paraît pas inciter le gouvernement congolais à composer sur ces sujets, lui fournissant au contraire des motifs de s'éloigner, en réaction aux principes de la bonne gouvernance. Le temps du tutorat est révolu en Afrique et les pays européens devront certainement accorder une plus grande place au pragmatisme dans leur diplomatie africaine.

La résolution 1314 du Conseil de sécurité :

Le 16 février 2001, un nouveau sommet de Lusaka se réunit afin de déterminer les conditions possibles d'un arrêt des hostilités en RDC. Grâce à une certaine bonne volonté des participants, et en particulier de la part de Joseph Kabila, un plan de désengagement des parties armées est élaboré et approuvé le 22 février par la résolution 1314 du Conseil de sécurité de l'ONU. Trois mille hommes, dont cinq cent cinquante observateurs seront déployés lorsque les belligérants se seront retirés de 15 km de leurs positions. Les troupes rwandaises et ougandaises débutent leur retrait, mais les troupes du RCD-Goma et du MLC de Bemba rechignent à se retirer. L'évolution de la situation est en cours, l'ONU a mis le pied en RDC mais les résultats sont encore peu probants.

2 - Comment en est-on arrivé là ?

Pour comprendre toute la complexité du conflit en RDC, il convient de partir des grands principes qui animent les peuples de cette région, puis de voir l'évolution de la situation et les rebondissements qui ont amené la crise là où elle en est de nos jours.

2.1 – Les fondamentaux de l'Afrique des Grands lacs.

Pour analyser le conflit en RDC, nous n'allons paradoxalement pas nous intéresser à ce pays, mais nous allons plutôt évoquer une région d'Afrique qui semble détenir les clés du problème actuel. Cette région, c'est celle des Grands lacs, une région minuscule qui regroupe les actuels Rwanda, Burundi, le sud de l'Ouganda, une partie du Kivu zairois, et une infime partie de la Tanzanie.

Ce confetti territorial, placé sur l'axe migratoire traditionnel Nord-Sud autour de la Rift Valley, comporte une particularité essentielle : c'est la seule région d'Afrique qui présente depuis des siècles une continuité et une permanence étatique. C'est une région de vieux Etats, incluant des constantes historiques et ethnographiques fortes. C'est une région de hautes terres, avec une altitude moyenne de 1400 mètres. Ceci est déterminant dans l'histoire de l'Afrique car cela veut dire qu'il n'y a pas de mouche tsé-tsé. Le bétail peut donc croître sans être décimé par la maladie du sommeil. C'est la grande zone pastorale africaine, où les pasteurs guerriers vont s'établir et créer des Etats. C'est la région « de la vache et de la lance ».

Cette région est une région de rupture ethnique majeure. Aussi, pour comprendre les crises actuelles, il est bon de revenir sur l'histoire africaine pré-coloniale, qui semble d'ailleurs reprendre ses droits, une fois la parenthèse coloniale refermée.

Remontons à 1500 ans avant J-C, c'est-à-dire durant la phase finale de l'assèchement du Sahara.

Les populations pastorales noires qui séjournent au Sahara descendent alors vers le Sud et séjournent cinq ou six siècles dans la Haute-Nubie (ce sont les ancêtres des Tutsi et des Hima), puis colonisent la région des Grands lacs.

Au même moment, à l'ouest du continent, dans la région du Cameroun actuel, se produit un grand mouvement des populations bantouphones qui vont contourner la forêt et arriver dans la région inter-lacustre.

Ainsi, durant les cinq siècles qui précèdent l'ère chrétienne, cette région va voir arriver deux populations différentes : les pasteurs à la haute taille venus du Nord et les agriculteurs bantouphones venus de l'Ouest.

Nous sommes dans une région très favorable à l'implantation humaine, et pendant des siècles, les agriculteurs et les pasteurs cohabitent pacifiquement car cette terre est alors suffisamment vaste.

A partir du 14^{ème} siècle, il y a une densification de la population et on voit apparaître les premiers Etats. Or tous les Etats créés sont des Etats pastoraux, car il y a une volonté d'organiser un espace souvent exploité de manière anarchique par les agriculteurs et de préserver les pâturages pour les vaches. Les groupes pastoraux minoritaires Tutsi vont donc dominer les groupes d'agriculteurs majoritaires.

Les agriculteurs acceptent volontairement cette domination car les pasteurs leur promettent à terme de leur donner des vaches. Les agriculteurs acceptent donc bien volontiers de reconnaître que le système de valeur des pasteurs est supérieur au leur et adhèrent à ce système.

C'est la forme ultime de la domination dans la mesure où les dominés n'ont pas conscience d'être dominés. Tout le système politique de ces Etats pastoraux va reposer sur cette réalité.

Parmi tous les Etats de l'Afrique des Grands lacs, l'un va avoir une histoire particulière, qui est d'ailleurs en train de se répéter aujourd'hui. Cet Etat, c'est le Rwanda.

Le Rwanda d'avant la colonisation avait une zone d'influence bien plus large que celle englobée par les frontières actuelles. Ce pays était certes en guerre quasi-permanente avec tous les autres Etats pastoraux environnants. Mais tous ces Etats environnants avaient la même population et le même système de valeurs.

A la fin du 19^{ème} siècle, les ruptures vont débiter, et tout d'abord avec l'expansion de l'islam. Les arabo-musulmans de la côte orientale de l'Afrique établissent des comptoirs et marchandent pour que des tribus africaines complices leur fournissent des esclaves. Mais en 1820-1830, les arabo-musulmans, sur ordre du seigneur de Zanzibar, pénètrent à l'intérieur des terres africaines en suivant les axes de communication naturels. Les arabes commencent alors un mouvement de colonisation, précédant de 80 ans la colonisation occidentale, avec pour buts les esclaves et l'ivoire. Mais le Rwanda et le Burundi échappent à la traite de l'esclavage car ils sont

suffisamment forts pour repousser les esclavagistes. Pourtant, à partir de ce moment, la région inter-lacustre bascule vers l'océan indien. Les traditionnelles migrations Nord-Sud se tournent vers l'Est, et cela se confirme pendant la colonisation où toute la région dépend des ports de Dar es Salaam et Mombasa.

Quand, en 1916, les Belges s'installent au Rwanda et au Burundi, ils vont maintenir cette réalité. La région inter-lacustre, totalement enclavée, communique toujours avec l'extérieur via l'Ouganda et la Tanzanie. La Belgique n'a pas les moyens de mettre en valeur les territoires qui lui ont été confiés par la Société Des Nations (SDN), aussi va-t-elle se défaire sur les Pères Blancs.

Il faut comprendre que la grande colonisation de la région inter-lacustre (Ouganda, Rwanda, Burundi) fut une colonisation catholique missionnaire. Et cette colonisation va se heurter à un problème : les missionnaires sont au départ rejetés par les dirigeants des Etats pastoraux car ces dirigeants estiment que s'ils acceptent la conversion, ils renoncent aux fondements de leur société. Or l'événement qui va changer la donne est que certains dominés Hutu vont penser que l'arrivée des missionnaires va leur permettre d'échapper au pouvoir de leurs chefs Tutsi. Au lendemain de la Première guerre mondiale, la frange la plus rebelle de la population Hutu va se rapprocher des missions pour se convertir, notamment dans le nord du Rwanda. En 1920, la haute aristocratie Tutsi, réaliste, ne pouvant éliminer les missionnaires soutenus par la Belgique, et devant la conversion grandissante des Hutu, décide de prendre la tête du mouvement des conversions pour garder son autorité politique et l'augmenter d'une autorité religieuse. Un pacte est passé entre l'évêque Père Blanc du Rwanda et le roi Tutsi, qui se convertit. Une alliance est nouée entre l'Eglise et la haute aristocratie Tutsi. Le pacte est le suivant : les Tutsi et tous les Rwandais se convertissent, donc le Rwanda devient chrétien, et en échange le clergé garantit le maintien de l'autorité monarchique. En quelques années, le Rwanda et le Burundi se convertissent. Le Rwanda devient un exemple d'Etat chrétien, où flottent côte à côte les drapeaux du Rwanda et du Vatican. Le pacte dure jusqu'au début des années cinquante.

Mais dans les années 1954-55, l'Eglise catholique se remet en question et considère que soutenir un pouvoir féodal minoritaire contre une majorité n'est peut-être pas une attitude très morale. Elle prône alors l'établissement d'une démocratie chrétienne, visant à mettre en accord pouvoir politique et représentation démographique. Les Tutsi sont fort mécontents, car ils ne sont que 20% dans le pays. Donc la démocratie chrétienne implique la remise du pouvoir aux Hutu. Les Tutsi

cherchent alors à éliminer l'emprise sur leur pays de l'Eglise et de la Belgique. Pour cela, ils envisagent d'utiliser l'Organisation des Nations Unies (ONU), afin qu'elle supprime le mandat accordé à la Belgique sur cette région de l'Afrique. Les Tutsi regardent alors quel est le camp majoritaire à l'ONU, voient qu'il s'agit des pays non alignés, et décident donc de jouer la carte soviétique. Nous sommes à cette époque dans un contexte de guerre froide. La Belgique réagit en annonçant à ses alliés que si les Tutsi restent au pouvoir, cela veut dire que des bases soviétiques s'établiront en Afrique centrale. Les Hutu, eux, vont bien sûr jouer la carte de l'Eglise et de la Belgique. Nous arrivons ainsi dans une contradiction totale, où un camp royaliste pro-soviétique va s'opposer à un camp nationaliste inféodé à une puissance étrangère. C'est l'exemple même des clivages non-africains que l'on plaque sur des réalités africaines.

En 1959, une déstabilisation du pouvoir Tutsi est organisée à la fois par l'autorité tutélaire belge et par les missions catholiques. Une jacquerie Hutu est organisée durant la Toussaint 1959, immédiatement écrasée par les Tutsi. La Belgique envoie alors ses commandos qui interviennent contre les Tutsi.

Les Tutsi comprennent qu'ils ne peuvent lutter à la fois contre une jacquerie Hutu, contre l'église catholique et contre l'armée belge. Les plus décidés des Tutsi quittent le pays. Ils partent vers le Burundi, mais aussi vers l'Ouest dans les terres traditionnelles Tutsi du Kivu, et vers le sud de l'Ouganda, où ils sont aussi chez eux si l'on regarde la zone d'influence Tutsi de l'époque pré-coloniale. D'ailleurs, les Hima occupant le sud de l'Ouganda sont aussi des Tutsi. Donc les Tutsi du Rwanda vont se réfugier chez eux, chez leurs frères.

A ce moment, l'Ouganda est dans une phase de désintégration. Le pays subit depuis le putsch de 1971 la dictature sanglante du Général Idi Amin Dada, les élections de 1980 sont truquées par Milton Obote qui poursuit la désintégration structurelle et sociale du pays. En 1986, un chef de guerre va prendre le pouvoir en Ouganda, renversant les régimes d'Obote. C'est l'actuel président Museveni, qui est un Tutsi Hima. Son armée est une armée ethnique, composée de fils de réfugiés Tutsi rwandais. Il est alors évident que Museveni va aider les Tutsi du Rwanda qui lui ont permis de prendre le pouvoir.

En 1990, la catastrophe prévisible se produit quand les Tutsi décident de rentrer au Rwanda et de marcher sur Kigali. Le président François Mitterrand envoie l'armée française qui bloque la progression des Tutsi.

De l'automne 1990 au printemps 1993 va avoir lieu une guerre au Rwanda. Elle va opposer les Tutsi soutenus par l'Ouganda au régime Hutu en place, soutenu par la France. Mais les Hutu sont divisés : ce sont les Hutus du nord qui sont au pouvoir, et qui sont détestés par les Hutus du centre et du sud du Rwanda. En 1993, la France, pour se désengager de ce guêpier, va en sous-main diriger un plan de paix connu comme les accords d'Arusha, qui vise à partager le pouvoir entre les deux ethnies et à mettre en place un système électoral. C'est totalement artificiel.

Le clan Hutu présidentiel sait qu'il a perdu car les autres Hutu vont voter contre lui. Il décide donc de massacrer les principaux dirigeants de l'opposition Hutu, puis il s'en prend aux Tutsi encore présents au Rwanda.

La guerre éclate néanmoins. On oublie les accords d'Arusha, l'armée Tutsi avance, les Hutu sont balayés et en quelques jours les Tutsi reprennent le pouvoir au Rwanda. Les Français lancent l'opération humanitaire Turquoise, superbe réussite militaire et pitoyable échec politique. La mise en place du rideau protecteur français fait que les Tutsi voient leur victoire volée : les milices Hutu responsables des génocides ont le temps de passer de l'autre côté de la frontière, au Zaïre. Il se constitue dans cette zone un Hutuland qui va déstabiliser toute la région inter-lacustre. Il s'agit d'un million de réfugiés qui se regroupent dans des camps, nourris par les humanitaires occidentaux. La poudrière du Kivu est en place et la guerre suivante, totalement africaine celle-là, peut débiter.

2.2 – La poudrière du Kivu.

Revenons plus en détail sur la région du Kivu.

Lorsque l'on observe attentivement une carte de la démographie de la RDC, on ne peut qu'être frappé par la « tache noire » le long de la frontière orientale du pays, jouxtant l'Ouganda et le Rwanda. Dans cette zone, les densités de population varient de 100 à 800 habitants/km². Les familles y sont le plus souvent dépossédées d'un bien essentiel dans cette région : la terre. La première partie de l'exposé nous a montré pourquoi cette situation existait.

Cette zone est le siège d'un intense commerce illicite basé sur l'extraction aurifère. C'est aussi une zone de violence et de rébellions politiques qui s'étend du

Burundi au sud du Soudan en passant par le Kivu montagneux, le Rwanda et l'ouest de l'Ouganda. On ne compte plus les mouvements armés qui menacent ou font déperir les Etats dans cette partie de l'Afrique.

Il ne fallait donc pas être devin pour comprendre que si quelque chose devait se passer au Zaïre, c'est bien de cette région que tout partirait, d'autant que le feu couvait depuis longtemps.

Ainsi, un conflit de nationalités oppose depuis le début des années soixante les populations autochtones au « Banyarwanda » (les « gens du Rwanda ») Tutsi. Les tribus minoritaires (Hunde, Nyanga, Tembo) désirent disposer d'un district autonome, avec Goma pour capitale provinciale. De leur côté, les Banyarwanda veulent garder le contrôle d'un « Grand Kivu », regroupant Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema. Sous l'ère Mobutu, Barthélémy Bisengimana, un Banyarwanda directeur du bureau de la présidence de la République va donner officiellement la nationalité zaïroise à ceux de son groupe. Cette mesure touche 300 000 personnes, exacerbant les tensions entre les natifs et les émigrés récemment nationalisés. Cette loi de 1972 est annulée en 1981, la *jus sanguinis* régissant de nouveau l'obtention de la nationalité zaïroise. La fièvre continue de monter dans le Kivu. Les autochtones se plaignent d'être spoliés de leurs terres par les transplantés d'origine rwandaise, grâce aux relais d'influence que ceux-ci ont mis en place à Kinshasa, à Goma et à Bukavu. Les hostilités éclatent en 1991 dans le Masisi et la région de Walikale, et ce jusqu'à la fin de 1993 : massacres, extermination du bétail, pillages et incendies se succèdent entre les populations « rwandaises » et les milices « zaïroises ».

Cette situation aurait pu perdurer si ne s'était produit la victoire du Front Patriotique Rwandais (FPR), jetant sur les routes vers le Zaïre des centaines de milliers de réfugiés. Ces Hutu rwandais s'entassent dans des camps de réfugiés le long de la frontière en territoire zaïrois. Dès ce moment, la logique des affrontements dans cette région change et se réorganise autour de la fracture désormais béante qui sépare Hutu et Tutsi banyarwanda du Zaïre. Les Tutsi zaïrois demandent à Kinshasa de les protéger, assurant que leur vie est désormais menacée dans le Nord-Kivu. Les Hutu zaïrois accusent de leur côté les Tutsi de semer le trouble dans la région et d'utiliser la désinformation pour arriver à leur fin, c'est-à-dire à instaurer une « République des volcans », vieux fantasme dont l'objectif est de créer un empire hamite en Afrique Centrale.

Les fantasmes de « République des volcans » d'un côté et de « Hutuland » de l'autre côté vont trouver un terreau favorable à leur expression dans les énormes chancres de banditisme que constituent les camps de réfugiés Hutu. Des bandes armées issues de ces camps mènent de nombreux raids vers le Rwanda mais aussi vers l'intérieur du Kivu. Dans le Masisi par exemple, 300 000 têtes de bétail sont exterminées par les FAZ et les Interahamwe pour pouvoir acheter des armes. Le Kivu est également l'objet d'affrontements pour récupérer les ressources aurifères et les grandes plantations.

Tout ce désordre ne peut que gêner les actions politique et économique des deux grands *Warlords* de la région, le président Museveni d'Ouganda et le président Kagame au pouvoir au Rwanda. Il s'agit donc pour eux de pacifier l'est du Zaïre. Cependant, une intervention étrangère directe en territoire zaïrois risque de déplaire à la communauté internationale. Un ancien maquisard de la poche rebelle de Fizi-Baraka, reconverti dans le commerce de l'or et de l'ivoire, va venir au secours de Museveni et Kagame. Ce rebelle régional, c'est Laurent-Désiré Kabila, un homme qui fera très bien l'affaire pour chapeauter une « guerre de libération » dirigée depuis Kampala et Kigali.

Le Kivu montagneux accouche ainsi d'une construction tout à fait baroque, faite d'histoires anciennes de rébellions nationalistes et de conflits ethniques, mais faite aussi de jeunes acteurs issus de la démographie galopante et qui n'ont d'autre choix que les armes pour assurer leur promotion. Le cadre est posé pour passer à l'étape suivante.

2.3 – La campagne victorieuse de l'AFDL.

Quelques mois auront suffi à l'Alliance de Kabila pour conquérir le Zaïre. La campagne est entamée à l'automne 1996 et clôturée avec l'entrée triomphale dans Kinshasa, le 17 mai 1997. C'est une guerre dont on retiendra surtout les images des réfugiés, de leur exode, des massacres. On retiendra aussi le soutien décisif du Rwanda et de l'Ouganda, puis, en cours de route, l'irruption de l'Angola. On remarquera l'opportunisme des Américains contrastant avec l'aveuglement des Français. En tout cas, on évoquera une page d'histoire de l'Afrique écrite par les Africains !

Examinons comment les événements se sont enchaînés, afin de mieux comprendre le rôle de chacun dans cette affaire.

Les camps de réfugiés plantés sur la frontière du Rwanda créent une situation explosive. Armés, entraînés, endoctrinés, les jeunes Hutu de ces camps constituent une véritable armée.

Dès 1995, les Tutsi zaïrois fuient au Rwanda devant la menace de l'occupation Hutu. Ces Tutsis sont incorporés au sein de l'armée rwandaise pour constituer une force capable ultérieurement de retourner au Kivu afin de démanteler les camps de réfugiés. Des petits groupes lumumbistes ougandais les rejoignent. Les Tutsi du Nord-Kivu et du Sud-Kivu se regroupent également. Officiellement, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) voit le jour le 18 octobre 1996 à Lemera, un hameau au dessus d'Uvira. Laurent-Désiré Kabila est le porte-parole politique de l'Alliance, André Kisase Ngandu en est le chef militaire. Rapidement, les villes d'Uvira, de Bukavu et de Goma sont conquises par l'Alliance, qui prend le contrôle du Kivu. Parallèlement, les camps de réfugiés sont démantelés et les survivants sont chassés vers le Rwanda. Craignant d'affronter le régime de Kigali, de nombreux réfugiés tentent néanmoins de fuir vers l'intérieur du Zaïre où ils sont pour la plupart exterminés.

Devant cette situation, la France fait le forcing auprès des Nations Unies pour envoyer une force d'interposition internationale au Kivu. Mais l'attitude française est jugée suspecte, d'autant que tous se souvenaient de l'opération *Turquoise* au cours de laquelle les Français étaient venus au secours du régime Habyarimana. La communauté internationale est convaincue que la France souhaite en fait venir en aide à l'armée de Mobutu. De plus, la position américaine est à l'opposée de la position française. Les Américains affirment que les réfugiés sont rentrés au Rwanda, que la situation ne présente aucun caractère d'urgence et qu'il est inutile d'intervenir militairement sur le terrain.

L'avancée des troupes de l'Alliance peut donc se poursuivre vers l'Ouest, tandis que de petits groupes de Tutsi continuent de traquer et d'éliminer les réfugiés en fuite dans les forêts du Zaïre. Il faut dire que les groupes de réfugiés ne sont pas en reste, côté exactions, quand ils arrivent dans les villages zaïrois. Dans cette guerre moyenâgeuse, personne n'a le monopole de l'horreur.

Avec la prise de Kisangani et la défaite de ses défenseurs, ex-FAR mais aussi mercenaires serbes, français et belges, il devient évident pour tout le monde que la guerre ne va pas se circonscrire aux deux Kivu et que l'objectif n'est plus seulement

d'établir une zone-tampon à l'Est aux bénéfices du Rwanda et de l'Ouganda. On commence à croire Laurent-Désiré Kabila lorsqu'il péroré qu'il marche sur Kinshasa pour « défenestrer » Mobutu.

Le siège de Kisangani marque également une internationalisation plus visible du conflit avec l'entrée en scène des « gendarmes katangais », venus d'Angola prêter main forte à Kabila. Leur présence signifie que le président angolais Dos Santos a décidé de s'impliquer dans la guerre afin de soutenir l'Alliance et d'en finir avec l'UNITA de Jonas Savimbi dont le Zaïre de Mobutu est le sanctuaire. L'arrivée des Katangais augmente d'autant la marge de manœuvre de Kabila qui peut désormais prendre plus de distance vis-à-vis des Tutsi rwandais.

Soutenues par la logistique ougandaise, les forces de l'Alliance progressent rapidement vers la capitale. Le moral des troupes de Mobutu s'effondre. Les forces de l'UNITA, qui combattent pour préserver leurs bases arrières zaïroises, sont également défaites. Les mercenaires européens sont en fuite, et avec eux disparaît le mythe des « Blancs » professionnels de la guerre, supérieurs aux troupes africaines.

Finalement, les troupes de l'Alliance entrent à Kinshasa le 17 mai 1997, sans rencontrer de résistance. Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de l'Etat rebaptisé « République démocratique du Congo ». Mobutu est en fuite vers le Maroc, via le Togo.

Le 29 mai, Laurent-Désiré Kabila prête serment en présence de ceux qui l'ont soutenu dans sa conquête du pouvoir, les présidents du Burundi, du Rwanda, de l'Angola, de l'Ouganda et de la Zambie.

Fin du deuxième acte.

2.4 – La deuxième guerre d'Afrique centrale.

En bon nationaliste, Laurent-Désiré Kabila décide de prendre ses distances par rapport à ceux qui l'ont propulsé au pouvoir. Il revoit ses anciennes alliances et se rapproche de l'Angola, partageant avec Luanda son souci de lutter contre l'UNITA.

En divergence avec le Rwanda sur l'occupation du Kivu, il met fin en juillet 1998 à la présence rwandaise au sein des forces armées congolaises. Parallèlement, il renoue avec les anciennes habitudes de népotisme et de corruption connues à Kinshasa, s'attirant les reproches de la communauté internationale.

Au Kivu, les problèmes ne sont pas réglés et la guerre civile est latente. La région abrite les rebelles ougandais hostiles à Museveni et les rebelles Hutu rwandais et burundais, auxquels se sont alliés les anciens mobutistes et des Soudanais intégristes. Il faut également ajouter les mouvements congolais opposés à Kabila. Tout ce beau monde crée un réel désordre dans la région, suscitant un grand mécontentement chez Museveni et Kagame.

Le 3 août 1998, les blindés ougandais et les bataillons rwandais franchissent la frontière. Les unités militaires du Kivu se soulèvent à leur tour, de même que toute la population Banyamulenge, au prétexte que Kabila aurait promis de leur « donner » le Kivu. D'autres groupes ethniques rejoignent la rébellion, motivés quant à eux par le désir de lutter contre « les Katangais qui dirigent le pays ». Les démons de l'ethnisme se sont réveillés.

Si le début de la crise a un goût de déjà-vu, sa conduite va se faire de manière plus adroite. La rébellion réalise que pour prendre Kinshasa, et donc le Congo, il suffit de couper le cordon ombilical, le chemin de fer, la route, le pipe-line venant de Matadi ainsi que la ligne électrique venant d'Inga. Ils s'y emploient, avec l'aide d'anciens mobutistes encore présents sur le terrain.

Kabila se retrouve dans une situation critique. Lui aussi décide de recourir à l'astuce en faisant jouer la fibre nationaliste, brandissant le spectre de l'invasion extérieure et de la partition du pays. Oubliant les griefs qu'elle porte contre son président, la population congolaise s'engage dans la défense du pays. Certes, les rebelles sont aux portes de Kinshasa, mais une fois encore les acteurs extérieurs vont imposer leur point de vue en RDC.

L'armée angolaise, la plus puissante de la région, intervient dans la crise aux côtés de Kabila. Son aviation porte des coups sévères aux rebelles, dont les jours semblent désormais comptés. A Kinshasa, la chasse aux « espions Tutsi » s'intensifie et la haine ethnique est une nouvelle fois encouragée par le pouvoir.

Le 3 septembre 1998, la réunion à Durban des cinq pays engagés constitue une première tentative de paix. Même si elle débouche sur un échec, il faut noter que pour la première fois les pays africains vont prendre leur destinée en main et tenter de régler leurs problèmes, sans se soucier de l'avis du reste du monde.

Kabila en profite pour renforcer ses soutiens extérieurs. Il obtient l'aide de la Libye et du Soudan islamiste, qui lui accorde l'aide de deux bataillons pour reprendre Kisangani tombé aux mains des rebelles.

Kabila part à la reconquête de son pays, soutenu par ses alliés du début, Angola, Namibie et Zimbabwe. En face, la présence de l'Ouganda et du Rwanda est incontestable. Un nouveau tournant va se produire le 12 octobre avec la bataille de Kindu. 6000 soldats des FAC appuyés par 1500 Soudanais et des rebelles ougandais vont affronter 9000 rebelles congolais et rwandais. C'est la première fois que les pays de la région s'affrontent directement. Finalement, les rebelles prennent Kindu et s'ouvrent ainsi la porte vers le Kasai.

La lutte pour le Kasai s'engage donc, avec cette fois l'enjeu économique comme moteur principal. Les alliés de Kabila vont renforcer leur aide militaire pour empêcher que les mines du Kasai ne tombent aux mains du Rwanda et de l'Ouganda. Le Zimbabwe envoie 2000 hommes et 20 chasseurs-bombardiers pour défendre Mbuji-Mayi, tandis que l'Angola renforce le dispositif avec ses hélicoptères de combat. Les FAC ne se montrant pas d'une grande efficacité, l'internationalisation du conflit va se renforcer.

Simultanément, le 12 novembre 1998, un nouveau foyer d'insurrection éclate dans la province de l'Equateur. Les rebelles du MLC de Jean-Pierre Memba entrent en scène. Bénéficiant de l'appui de la population locale, toujours pour des raisons ethniques, Jean-Pierre Memba s'empare de la ville d'Aketi, défaisant les FAC et leurs alliés de la région, les Tchadiens, peu habitués au combat en forêt.

La rébellion contrôle à ce moment un tiers du pays, mais sa direction échappe aux Congolais : le général ougandais Kazini remplace Ondekane, ex-commandant des FAC, initiateur de la rébellion dans le Kivu quatre mois auparavant. La direction du mouvement redevient étrangère.

Le 17 décembre 1998 a lieu à Ouagadougou un sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour tenter de trouver une solution à la guerre ; les rebelles étant absents, la manœuvre de Nelson Mandela se solde par un nouvel échec. Le 18 avril, une nouvelle réunion à Syrte, sous l'égide de Kadhafi, voit la signature d'un cessez-le-feu entre les pays belligérants, rebelles congolais exceptés. Mais les Américains, voyant d'un mauvais œil la possibilité d'un succès diplomatique libyen en Afrique centrale, entravent l'application de l'accord et le conduisent à un échec.

Fin 1998, la situation est relativement stabilisée dans l'est de la RDC. Dans les deux camps, on souffle et on reconstitue ses forces. L'accalmie est cependant de courte durée.

Mi-janvier 1999, Kabila et ses alliés lancent avec un certain succès une contre-offensive dans la province de l'Equateur. Les combats reprennent dans le Kasai, où les Zimbabwéens augmentent sans cesse leur dispositif militaire. La ville de Mbuji-Mayi devient l'enjeu central du conflit.

Des dissensions apparaissent dans le camps rebelle et, le 17 mai 1999, le RCD se divise en deux: celui de Ilunga soutenu par les Rwandais et celui de Wamba dia Wamba soutenu par les Ougandais, sans oublier l'autre rébellion, celle de Jean-Pierre Bemba.

Le 10 juillet 1999, l'espoir renaît au Congo. Les accords de paix de Lusaka sont finalement signés par tous les pays impliqués dans le conflit, à l'exception des mouvements rebelles RCD et MLC. Les Nations Unies se préparent à autoriser et financer le déploiement d'une force de maintien de la paix composée de contingents de l'OUA. Devant le peu d'enthousiasme des dits contingents, une solution intermédiaire est trouvée avec la création d'une Commission Militaire Mixte (CMM), chargée de désarmer les milices. La CMM étant composée d'officiers des pays impliqués, les troupes d'invasion sont donc sensées se transformer en force de paix. Autant dire que le désarmement des 40 000 soldats des forces armées rwandaises disséminés sur le territoire de RDC n'est pas prêt de se produire.

Les hostilités reprennent donc un peu partout sitôt l'épisode de Lusaka terminé. Début septembre, les rebelles préparent une nouvelle offensive avec pour objectifs Mbuji-Mayi, Kananga et Ilebo. Malgré les efforts des Rwandais, Mbuji-Mayi résiste une fois encore. Dans l'Equateur, Bemba progresse grâce à l'aide apportée par les Ougandais et les forces de l'UNITA. Il faut dire que c'est la seule région où la rébellion trouve une certaine légitimité aux yeux de la population locale.

Devant tous ces dangers, Kabila décrète le couvre-feu à Kinshasa et crée les Forces d'autodéfense populaire (FAP), chargées d'assurer la sécurité de la population en temps de paix et de défendre le pays en temps de guerre.

Fin décembre 1999, Ketumile Masire, ex-président du Botswana, est désigné comme facilitateur pour l'application des accords de Lusaka. C'est un anglophone qui est donc chargé d'organiser le dialogue inter-congolais entre francophones !

Le 27 janvier 2000 se tient à l'ONU un débat sur les Grands lacs qui ne donne rien, mis à part un déploiement de 500 observateurs dans la région.

Pendant la session de l'ONU, les combats se poursuivent en RDC. Les FAC et les Zimbabwéens brisent l'encerclement d'Ileka. Par contre, au Kasai, ce sont les rebelles qui progressent en prenant la ville d'Idumbe, près du port d'Ilebo.

Le 3 avril 2000, un nouveau sommet Europe-Afrique se tient au Caire, réédition de la Conférence de Berlin. On décide d'envoyer 5000 casques bleus à Kinshasa, mais leur règle d'engagement n'autorise l'usage de la force qu'en cas de légitime défense.

Le 17 mai 2000, l'Ouganda et le Rwanda décident de retirer leurs forces à 100 km de Kisangani. Mais, un mois plus tard, les affrontements reprennent entre ces deux pays autour de Kisangani. On assiste à une guerre entre deux nations sur la sol d'une troisième, la population locale et les observateurs de l'ONU étant pris en otage de cette crise extérieure.

A côté de cette guerre cohabitent deux autres fronts en RDC, dans le Kivu et au Katanga.

L'occupation du Kivu par le Rwanda semble se confirmer malgré la résistance de la population locale. Cette résistance est parfois passive, à l'image des actions « ville morte » menées par le clergé catholique. Mais la résistance se traduit souvent par des escarmouches opposant Rwandais et Banyamulenge contre forces populaires d'autodéfense (FAP) armées par Kinshasa.

Quant au Katanga, Kabila veut garder entière sa province natale. Il continue à y mener des opérations militaires d'envergure autour du lac Tanganyika. Il installe le quartier général des FAC et son parlement dans cette province. Il parvient à y faire financer des projets d'infrastructure par l'Afrique du Sud. Il contient la poussée des rebelles, en particulier autours de la ville de Pweto.

Les tentatives pour trouver un accord de paix se poursuivent régulièrement.

Le 18 octobre 2000, à Moputo, les cinq pays qui s'affrontent en RDC s'engagent à se retirer à 15 km des positions qu'ils occupaient. Malheureusement, rien ne bouge, chacun renvoyant la faute sur son voisin. Le 27 novembre, nouvelle réunion à Moputo, nouvel échec. Le 8 décembre, un nouvel accord de désengagement est signé à Harare, au Zimbabwe.

Le 16 janvier 2001, Laurent-Désiré Kabila est assassiné au Palais des Marbre par un de ses gardes du corps originaire du Kivu. Celui-ci aurait vengé la mort du commandant Masasu, membre fondateur de l'AFDL, écarté au profit des Katangais. Immédiatement, les soldats angolais et zimbabwéens investissent et sécurisent Kinshasa. Ceci donne une réponse claire à ceux qui se posaient la question de l'indépendance de la RDC.

Son fils, Joseph Kabila, est nommé président de la république. Une ère s'achève.

2.5 – Le tribut de la guerre.

L'analyse des événements qui ont mené à la situation présente ne saurait être complète si nous n'abordions pas les dimensions économique et commerciale du conflit.

Les Etats voisins de la RDC se sont jetés dans le conflit pour des raisons officiellement sécuritaires.

Le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont justifié leurs attaques comme un moyen de priver les insurgés de leurs bases arrières dans l'est de la RDC. Parallèlement, l'Angola a justifié son appui militaire à Kinshasa afin d'isoler l'UNITA de ses bases arrières et de protéger l'enclave pétrolière de Cabinda sur le golfe de Guinée. Le Zimbabwe, quant à lui, a évoqué le pacte commun de sécurité des membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Mais au delà des discours, il faut remarquer que les activités financières des armées d'occupation en RDC, par le pillage des ressources naturelles, ont représenté un nouveau type de guerre, celle du « commercialisme » militaire. Le conflit en RDC prouve qu'un Etat adroitement maintenu en faillite offre des avantages financiers significatifs pour les élites politiques et militaires des pays limitrophes. Il prouve également qu'un tel état de déliquescence ne peut être pérennisé que grâce aux complicités et à la corruption internes. Il est en tout cas certain que les déploiements des forces armées étrangères en RDC ont été très largement « autofinancés » grâce aux richesses trouvées sur place.

Considérons la situation à l'est du Congo. Selon un rapport récent des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC, le Rwanda et l'Ouganda ont profité des structures préexistantes sur le terrain. Le soutien de ces deux pays à la campagne victorieuse de Kabila allait de pair avec l'opportunisme commercial destiné tant à subventionner la rébellion qu'à enrichir les hommes influents de Kigali et Kampala. Le pillage à grande échelle par les armées d'invasion entre septembre 1998 et août 1999 a épuisé les réserves existantes des ressources dans les régions du déploiement, et a été suivi d'une phase d'exploitation systématique. Il est intéressant de voir que l'exploitation des ressources qui a suivi l'épuisement des stocks n'a pu

s'instaurer que grâce à la mise en place de gouverneurs et d'administratifs locaux téléguidés depuis Kampala et Kigali.

Les activités commerciales de l'Ouganda en RDC tournent autour de certaines personnalités clés, parmi lesquelles nous trouvons le général Salem Saleh, frère du président Museveni, et le général Kazini, ancien chef d'état-major des forces armées ougandaises et responsable du déploiement en RDC. Ces personnes sont parties prenantes dans des sociétés comme Victoria Group et Trinity qui achètent des diamants, de l'or, du café et du bois.

Pour le Rwanda, l'approche est différente. L'armée rwandaise est devenue le représentant commercial du FPR au Congo par le biais de plusieurs sociétés. Les Rwandais sont très engagés dans l'extraction du Coltan. Les acheteurs extérieurs paient une taxe aux soldats rwandais lorsqu'ils achètent du minerais provenant de l'est du Congo.

L'intervention des autres pays comprend également une composante économique.

Le Zimbabwe a beaucoup investi en RDC, en contrepartie de son aide militaire. Une victoire des forces rebelles aurait porté un coup très dur à l'économie zimbabwéenne, entraînant des millions de dollars de créances impayées. Ceci explique la présence toujours plus forte de ce pays dans le conflit de RDC et le maintien de ses forces à Kinshasa afin de surveiller ce qui s'y passe. Il est certain qu'un retrait militaire sans contreponds approprié de la part de Kabila pourrait ruiner des sociétés comme Osleg, et aboutir à une catastrophe financière au Zimbabwe.

Quant à l'Angola, ses activités commerciales sont plus difficiles à identifier. L'Angola est impliqué dans le domaine des hydrocarbures avec une joint-venture entre la société nationale d'essence d'Angola et le régime de Kinshasa, créant la Sonangol-Congo en 1998. Le gouvernement angolais est aussi très intéressé par les diamants congolais, et cherche à accroître sa présence sur les zones d'extractions proches de sa frontière. Mais d'une manière générale, l'Angola étant relativement riche avec ses recettes pétrolières, elle n'a pas ouvertement envisagé son action selon une logique économique, mais a plutôt privilégié ses intérêts politiques.

Tout ceci est l'héritage de la politique de Laurent-Désiré Kabila qui a offert de fortes contreparties financières aux pays qui acceptaient de soutenir son régime. Ne

disposant pas de forces armées efficaces, il a en quelque sorte « loué » les armées des pays voisins pour mener ses campagnes. La survie de son régime étant liée aux fortunes financières de ses alliés, Kabila a pu sans problème commercialiser les ressources naturelles de son pays et piller sa propre économie. Les accords d'entreprises conjoints entre la COMIEX et les sociétés gérées par les alliés de Kabila ont également généré des recettes directement pour ses clients et amis.

En conclusion, on peut dire que si le profit n'a pas été le motif essentiel qui a conduit des Etats à engager une action prédatrice en RDC, il en a été un aspect saillant et se trouve en constante augmentation. On peut donc s'attendre à ce que cette activité extérieure financière nouvelle, rendue possible grâce aux déploiements de troupes, soit l'un des nombreux moyens que les souverains des Etats puissants d'Afrique utiliseront pour assurer la survie de leur régime, surtout si l'on considère la richesse minière des Etats affaiblis.

3 - Comment peut-on sortir de la crise ?

L'étude précédente a tenté de montrer le caractère particulièrement complexe du conflit sévissant actuellement en RDC. Nous sommes en présence d'une situation enchevêtrée aux dimensions multiples : économique, ethnique, inter-étatique, politique, humaine.

De plus, la durée de la crise, les intérêts particuliers, l'ancienneté des rancœurs, les exactions perpétrées sont autant d'obstacles qu'il faudra surmonter pour trouver une sortie de conflit durable et acceptée par le plus grand nombre.

Cette étude n'aura donc pas la prétention d'élaborer LA solution qui permettra de pacifier l'Afrique centrale. De nombreux diplomates s'y sont déjà essayés avec le bonheur que nous connaissons. Nous nous contenterons d'évoquer plusieurs problématiques qui semblent liées à une résolution possible du conflit.

3.1 – Vers une démocratie « à l'Africaine » ?

L'étude des constantes africaines pré-coloniales semble montrer que la démocratie telle qu'elle est envisagée en Occident n'est pas un bon système politique pour l'Afrique, et ce pour des raisons essentiellement culturelles.

En effet, les sociétés occidentales ont évolué tout au long de leur histoire vers une structuration individualiste. Notre conception de la démocratie repose sur une logique arithmétique du « one man – one vote ». Dans nos sociétés, l'individu est seul face au pouvoir et fait entendre sa voie uniquement au cours de suffrages régulièrement organisés. Ce système de démocratie ne correspond pas du tout à la réalité africaine.

En Afrique, fort heureusement, les structures communautaires, villageoises, familiales n'ont pas disparu. La vision africaine de la société repose sur la notion de groupe et non pas sur celle d'individu. La démocratie arithmétique occidentale est un facteur de déstabilisation si on regarde de plus près la réalité sur le terrain. Ainsi, la démocratie chrétienne porte une grande responsabilité dans l'enchaînement des crises de la région des Grands lacs.

Une logique purement arithmétique appliquée en Afrique fait que le pouvoir revient obligatoirement au groupe le plus fécond. Ceci écarte définitivement du pouvoir tous les groupes pastoraux, qui ont toujours pratiqué la régulation des naissances, adaptant la taille de leur population aux ressources de leur cheptel. Notre conception de la démocratie amènerait une prise du pouvoir perpétuelle par les groupes les plus nombreux, et un perpétuel combat des groupes minoritaires afin de conquérir ce pouvoir.

Nous devons débarrasser l'Afrique de notre néocolonialisme idéologique sous peine de pérenniser les crises et les problèmes liés à l'ethnisme. Il faut donc imaginer un autre système politique.

Certains disent : « la démocratie n'est pas faite pour les Africains ». Ceci est d'autant plus faux qu'il y a peu de continents plus démocratiques que l'Afrique. Dans la société traditionnelle africaine, nous trouvons une coutume très particulière, la palabre. Ce mode de dialogue politique est remarquable car très humain. Sous l'arbre à palabre, la communauté se réunit pour traiter des problèmes du groupe. Seul quelques uns ont le droit de palabrer, selon une hiérarchie naturelle, et tout le monde n'a pas le droit à la

parole, mais tout le monde peut écouter. Les jeunes qui ne peuvent s'exprimer écoutent les anciens, les responsables. La palabre, c'est aussi un immense respect car le chef donne souvent la parole à tout le monde, mais il reste seul à disposer du pouvoir de décision. A la fin de la palabre, quand un consensus s'est dégagé, quand tous les avis ont été donnés, c'est le chef qui décide, et tout le monde est d'accord

C'est en ce sens que la démocratie africaine existe, sous la forme d'une démocratie humaine correspondant aux définitions sociologiques africaines. Notre démocratie basée sur l'addition et la démagogie ne correspond pas à l'Afrique. Notre pratique démocratique fait que c'est de la défense des intérêts individuels qu'est sensé sortir l'intérêt général. C'est à l'opposé de la conception africaine qui réagit en société communautaire.

Comment donc sortir de cette contradiction qui semble exister pour nous, Occidentaux, entre démocratie et ethnisme ?

Une solution réside dans la démocratie de groupe, c'est à dire une démocratie qui ne donne pas un nombre de voix en rapport avec une démographie, mais selon une logique de groupe.

D'ailleurs, cette solution a déjà un précédent en Afrique, il s'agit de l'Ethiopie. L'Ethiopie est un des plus vieux Etats-nations d'Afrique et c'est pourtant la plus grosse mosaïque ethnique africaine, plus encore que la RDC. Considérons rapidement l'exemple éthiopien. En 1990, les maquis antigouvernementaux prennent le pouvoir en Ethiopie et tout le monde pense qu'ils vont appliquer leur programme, à savoir l'indépendance des ethnies, qui va amener la disparition de l'Ethiopie. Pourtant, Meles Zenawi, le nouveau Premier ministre de l'Ethiopie, décide de tenter une expérience de démocratie ethnique. Au lieu de rassembler le pays autour de l'ethnie amharique, il propose aux dirigeants des autres groupes un pacte social ethnique, que l'on retrouve d'ailleurs dans les premiers mots de la nouvelle constitution éthiopienne : « nous, les peuples d'Ethiopie... ». Chaque peuple d'Ethiopie se voit accorder une représentation correspondant à son territoire, et peut ainsi faire entendre sa voix. Le fonctionnement n'est pas parfait, mais pour l'instant il perdure et l'Ethiopie est en train de renaître.

C'est typiquement une solution africaine adoptée par et pour des Africains et il semble souhaitable d'aller dans ce sens si on veut établir des régimes politiques stables, fonctionnels et moraux dans ces pays.

3.2 – Unité ou démembrement ?

Pour comprendre l'incurie des pays voisins à dépecer la RDC, une piste de réflexion consiste à poser la question de la réalité de l'Etat zaïrois.

Les études précédentes nous ont appris que la RDC ne présente pas d'unité géographique claire. D'ailleurs, la localisation de la capitale Kinshasa, tout à l'ouest du pays, et l'observation des voies de communications naturelles montrent immédiatement que l'influence naturelle de cette métropole ne peut s'étendre aux territoires de l'Est.

On ne peut pas dire non plus que la RDC présente une homogénéité de peuplement. Les fractures ethniques les plus importantes, séparant les grands mouvements de peuplement traditionnels africains, sont présentes dans ce pays. Les ethnies sont très nombreuses et certaines ne souhaitent visiblement plus cohabiter pacifiquement. La « nation » zaïroise, si elle existe, semble pour le moins mal en point. Le sentiment national zaïrois paraît pourtant exister, mais il est en réalité régulièrement instrumentalisé par le pouvoir de Kinshasa afin de sauvegarder le régime.

La réalité politique de la RDC est également contestable. La politique étrangère de ce pays est largement dictée par les pays extérieurs. Sur le plan intérieur, les forces d'armée et de police sont anéanties, ces fonctions étant assurées par des troupes étrangères. L'autorité politique est détenue par un certain nombre de chefs de clan qui gardent sous leur influence des régions entières.

Pour l'instant, on peut dire que la RDC est un non-Etat. Mais en fait, cela n'a-t-il pas toujours été le cas ?

Revenons aux sources : la création du Zaïre est l'œuvre de trois chancelleries à la fin du siècle dernier. Au départ, ce nouvel état n'a été pensé que comme une commodité géographique. Le bassin du Congo faisait l'objet des convoitises de trois nations, la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Cette rivalité menaçait dangereusement de dégénérer en conflit dans toute l'Afrique centrale. Aussi, les chancelleries décidèrent-elles, plutôt qu'une guerre, de déclarer la neutralité du Congo. Elles ont dessiné un grand carré sur la carte, afin de séparer les zones d'influence des Anglais, des Allemands et des Français. Et pour garantir la neutralisation de la zone, elles ont décidé de confier la gestion de cette zone, via la Société Des Nations, au plus faible des Etats européens, la Belgique, qui n'avait certainement pas les capacités d'envahir l'est africain allemand ou l'ouest africain français. Et voilà comment est né un pays africain,

totallement artificiel, destiné à éviter une guerre européenne. Le Général de Gaulle, sans être un spécialiste de l'Afrique, avait compris le problème et savait que ces conglomerats post-coloniaux n'étaient pas viables, sauf en éclatant selon des bases économique et ethnique. Il a d'ailleurs soutenu en son temps l'indépendance du Katanga. Il faut noter que l'appréciation actuelle de la diplomatie américaine sur la viabilité de la RDC est très proche de l'analyse gaullienne.

Le drame pour ce pays est que l'intangibilité des frontières est érigée en principe absolu par les institutions internationales, et en particulier par l'ONU et l'OUA. Ce dogme ne permet pas aux grandes entités pré-coloniales de retrouver leur territoire et leur équilibre au sein de l'Afrique centrale. L'ethnisme n'ayant jamais été reconnu par les Occidentaux comme une réalité essentielle en Afrique, il est normal que les erreurs d'appréciation se soient accumulées.

Comment peut-on envisager une solution acceptable pour tous ?

La voie fédérale pourrait apporter un élément de réponse. Partant du principe que l'on ne peut toucher aux frontières héritées de la colonisation, même si elles ne reposent sur aucune réalité locale et constituent un facteur crisogène, rien n'empêche de tracer des lignes de séparation intra-étatiques et d'élaborer des provinces dotées de pouvoirs étendus, reposant sur les grandes entités traditionnelles Kongo, Luba, Lunda, etc...

Cette structure fédérale facilite d'une part la mise en place d'une démocratie de groupe telle qu'évoquée dans le premier item. D'autre part, cela facilite la coopération entre provinces séparées par une frontière formelle mais issues du même peuplement. Une fédéralisation élargie de l'ensemble de la région permettrait sans doute de recréer naturellement les zones de peuplement originelles, de réduire les revendications identitaires, de déboucher sur une nouvelle forme de relations politiques en Afrique. A l'heure où les pays européens réfléchissent aux modalités de leur avenir communautaire, il serait dommage que l'Afrique reste campée sur la pérennité d'Etats dont la définition lui a été imposée par ceux-là même qui abandonnent cette notion.

Cette fédéralisation élargie à l'échelle d'un continent constitue peut-être pour l'Afrique une opportunité de devancer et non plus de copier une Europe en pleine mutation. Mais cette démarche ne saurait être que l'expression d'une volonté purement africaine. L'Afrique doit à présent s'émanciper et prendre son destin à bras le corps. L'avenir ne pourra s'éclaircir sans la mise en place d'une solution globale.

3.3 – Perspectives d’un dialogue inter-congolais?

Une autre solution à la crise pourrait venir d’une concertation entre les différents acteurs congolais du conflit afin de trouver ensemble un accord de cohabitation pacifique au sein des frontières de la RDC.

Des tentatives de dialogue se sont tenues à Gaborone (Botswana) en août 2001 et à Addis-Abeba, siège de l’Organisation de l’Unité Africaine (OUA), en octobre de la même année. Cette tentative de dialogue n’a pas tenu ses promesses. L’absence de plusieurs poids lourds et l’audience réduite n’ont pas permis la tenue de véritables négociations. Les vrais freins au dialogue inter-congolais restent toujours les mêmes : lutte d’influence entre les anciennes puissances coloniales, intérêts financiers à court terme, exportation des problèmes internes des pays voisins, multiplication des mouvements armés communautaristes. Le retour à une situation « normale » en RDC passe par le désarmement des milices qui sévissent dans le pays. C’est un point essentiel sur lequel butent toutes les tentatives de paix négociées. D’une part les chefs rebelles ne reconnaissent pas la légitimité et l’autorité de Joseph Kabila. D’autre part, l’organisation d’élections est tout bonnement impossible dans un pays coupé en deux et occupé par plusieurs puissances étrangères. La méfiance réciproque n’est pas prête de s’estomper entre membres du gouvernement, opposition non-armée, mouvements rebelles et acteurs de la société civile.

Sans l’écarter totalement, on peut dire qu’actuellement les conditions permettant l’instauration d’un dialogue inter-congolais constructif ne sont pas réunies. Nul ne peut dire ce qu’il en sera demain.

3.4 – Une régulation par l’économie ?

En considérant l’importance de la dimension économique dans le conflit de RDC, une manœuvre concertée de la communauté internationale dans ce domaine serait un mode d’action commode pour contrer les influences étrangères en RDC.

On pourrait envisager de décréter un embargo sur les exportations des ressources pillées en provenance du Rwanda et de l’Ouganda, ainsi qu’un embargo sur les armes,

le gel des actifs financiers des mouvements rebelles et de leurs dirigeants, et la suspension des relations de coopération militaires avec l'Ouganda et le Rwanda.

Un embargo sur les ressources minières priverait certaines populations d'une partie de la valeur ajoutée du pillage, en particulier pour l'or et le diamant car les creuseurs reçoivent une bonne part de cette valeur ajoutée. Dans le cas du coltan, l'efficacité serait bonne sur le Rwanda, le privant de 90% de la valeur ajoutée qui est réalisée sur la réexportation du produit.

Mais un embargo sur les armes et les ressources pillées serait difficile à mettre en œuvre et à contrôler. Il risquerait donc d'être peu efficace, en dehors du signal politique qu'il représente.

En revanche, une solution pourrait résider dans la mise sous conditions de l'aide internationale, accordée sous conditions de diminution forte des dépenses militaires et de stricte application des injonctions du Fond Monétaire international (FMI) en matière de comportement économique. En effet, le Rwanda et l'Ouganda ont bénéficié tous deux d'aides financières et d'un programme de réduction de la dette. En 1999, la part des dépenses totales budgétaires financées par des fonds publics extérieurs était de 50 % pour le Rwanda et 39 % pour l'Ouganda.

Actuellement, le comportement de la Banque mondiale et du FMI va à l'encontre d'un retrait des troupes d'occupation en RDC. Ils récompensent en effet les Etats prédateurs, dont le fruit des pillages permet de rééquilibrer la balance des paiements et d'assainir les bilans économique et financier.

Il faudrait au contraire changer de logique et ne plus considérer pour ces pays la production de richesse issue de l'intervention en RDC. La pérennité de leur occupation serait certainement remise en cause, n'y trouvant plus avantage. L'attribution des soutiens financiers extérieurs devrait même être gelée tant que l'intégrité du territoire de RDC ne serait pas rétablie.

Il est certain qu'une suppression de l'aide internationale plongerait immédiatement ces pays prédateurs dans une situation catastrophique qui pourrait renverser les régimes en place, hélas au prix d'une souffrance certaine des populations concernées.

Nous retrouverions certes un processus de type néocolonialiste, qui peut sans doute apporter des résultats à court terme, mais dont on a déjà vu dans d'autres domaines les effets pervers à long terme. Cependant, il paraît évident que la communauté internationale dispose de moyens de pressions puissants dans la région si

elle veut réellement venir en aide à la RDC, dans le cadre de sa conception étatique des réalités africaines.

Mais la volonté politique forte et concertée que cette action suppose ne semble pas se manifester pour l'instant.

3.5 – Une action internationale ?

Jusqu'à présent, la communauté internationale ne s'est pas montrée très efficace dans la prévention et le contrôle de la crise en RDC. C'est d'ailleurs une caractéristique de ce conflit que de n'être joué que par des acteurs africains.

Que ce soit dans le conflit rwandais ou dans les massacres qui se sont déroulés peu de temps après en RDC, on ne peut pas dire que l'ONU, et à travers elle la communauté internationale, ait beaucoup bougé pour empêcher la dégradation de la situation.

D'une manière générale, la dimension ethnique des conflits semble plonger les Occidentaux dans un abîme de perplexité. Aussi, le choix des interlocuteurs n'a-t-il pas toujours été des plus judicieux dans le dialogue diplomatique Nord-Sud.

Une solution diplomatique négociée avec la communauté internationale ne peut se concevoir dans un autre cadre que celui de l'ONU, les organisations africaines régionales étant à la fois trop impliquées et trop peu crédibles pour mener à bien cette tâche. L'OUA a échoué dans l'instauration d'un dialogue constructif entre les pays impliqués dans le conflit de RDC. Quant à l'Union Africaine (UA), elle affiche une volonté de venir à bout des guerres civiles, des épurations ethniques et des coups d'états par le biais de solutions interventionnistes à l'échelle du continent. Mais la jeunesse et l'absence de moyens d'action réels de l'UA peuvent nous faire douter de sa réelle efficacité par rapport à l'OUA qui la précède.

Or, malgré les accords de Lusaka, la création de la Mission d'Observation des Nations Unies au Congo (MONUC), les résolutions 1291 et 1304, on ne peut que regretter la tiédeur de l'ONU, donc de la communauté internationale, vis-à-vis d'un réel engagement sur le terrain. A titre d'exemple, la MONUC est forte de 2500 hommes et espère voir son effectif doubler. Le contingent chargé de rétablir la paix en Sierra-Leone comprend 17000 hommes, pour un théâtre d'opération plus petit que la seule province du Kivu.

La philosophie actuelle relève au mieux du « peace keeping », en présupposant d'ailleurs qu'il y a une paix à conserver, ce qui n'est pas évident. La logique voudrait que l'on se place dans une optique de « peace enforcement », beaucoup plus exigeante en termes de moyens déployés et de volonté politique. Une telle volonté n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour et les divergences de point de vue entre l'Europe et les Etats-Unis sur la question zairoise ne favorise pas une amélioration de la situation à court terme.

L'appui de la communauté internationale pour négocier une solution de sortie de crise reste hypothétique. Les pays d'Afrique centrale ont bien compris les réticences de la communauté internationale à s'engager dans une crise où les erreurs passées ont provoqué des milliers de morts. La RDC peut déplorer ce manque d'interventionnisme, ses voisins peuvent s'en féliciter. Mais il est probable que la région restera encore longtemps parmi les « zones grises » de la planète, dans lesquelles despotisme, trafics, et guérillas cohabitent pour le bien du plus petit nombre.

Conclusion

Au terme de cette étude, il ressort que le caractère enchevêtré du conflit dépasse ce que l'on a coutume de trouver dans d'autres régions du monde. Il est difficile de cerner le moteur réel de la crise parmi les différents aspects que celle-ci revêt. Sommes-nous en présence d'un conflit ethnique, d'une guerre de conquête territoriale, d'une guerre de prédation économique, d'une conquête du pouvoir politique ou de l'expression paroxysmique d'intérêts personnels ? Sans doute tout cela à la fois.

Cette guerre, que l'on peut qualifier de « première guerre mondiale » d'Afrique, est difficile à analyser car elle n'a pas de précédent. La seule chose qui soit acquise est qu'il faut y mettre un terme au plus tôt afin de soulager les souffrances du peuple zaïrois et de ne pas réduire en cendres tout espoir d'une paix future. Mais quelle que soit la solution retenue pour sortir de la crise, elle ne sera pas sans conséquence sur l'avenir de la région et du continent. Verra-t-on une nouvelle intervention musclée des anciennes puissances coloniales, une redéfinition des frontières, l'affirmation du droit onusien sur les conflits armés, l'ingérence économique comme gendarme de l'ordre mondial ou l'émergence d'une Afrique politique forte et responsable ?

De la même façon que les Africains ont trouvé des intérêts propres justifiant leur entrée dans ce conflit, il leur revient de trouver une solution acceptable pour en sortir. Cette solution peut et doit venir des élites africaines. L'enjeu en est l'existence de l'Afrique politique sur la scène internationale et la crédibilité des organisations supra-étatiques de ce continent.

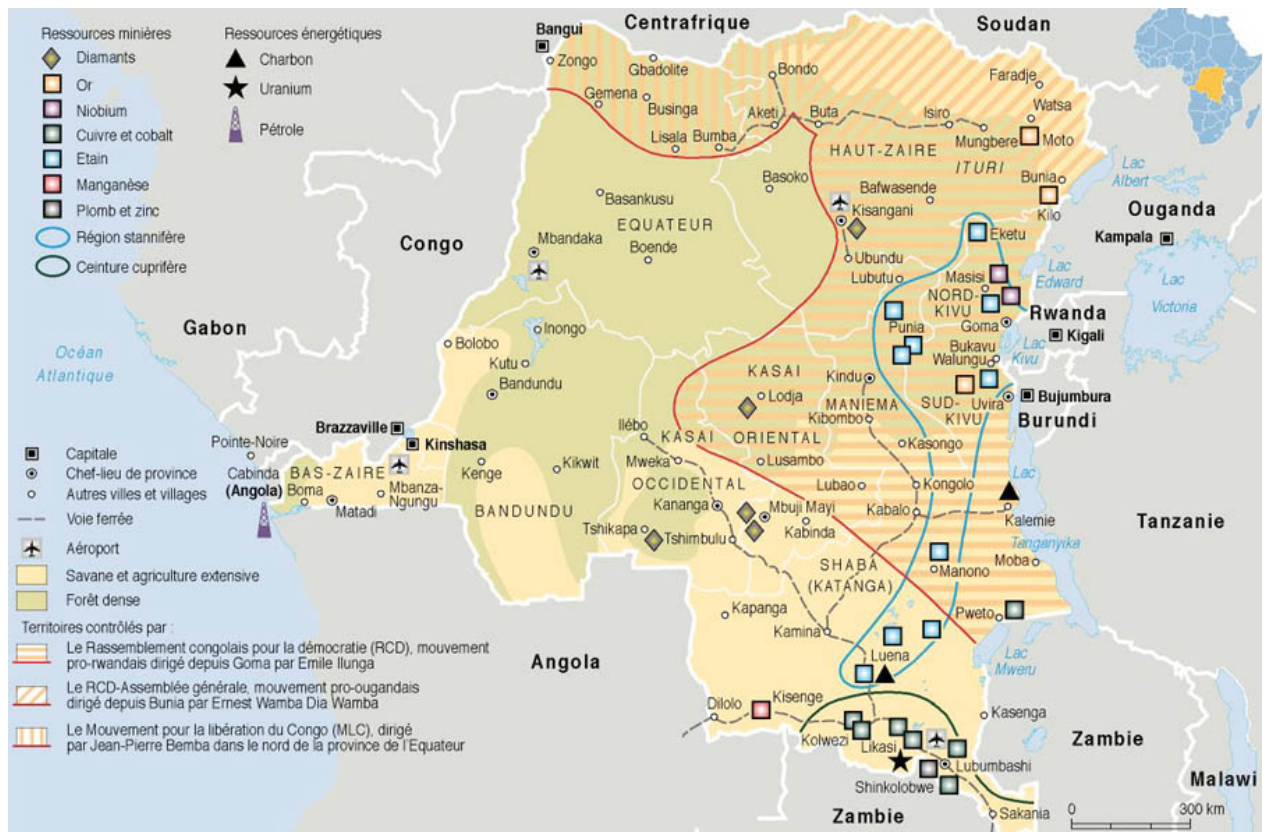
Les Africains ont une chance de prouver au monde que leur voix compte désormais et qu'une réelle maturité politique a émergé en Afrique. S'ils n'ont pas la sagesse de la saisir, ils seront de nouveau relégués dans l'arrière-cour de la diplomatie mondiale, « locataires » démunis d'un continent aux multiples richesses.

Annexes

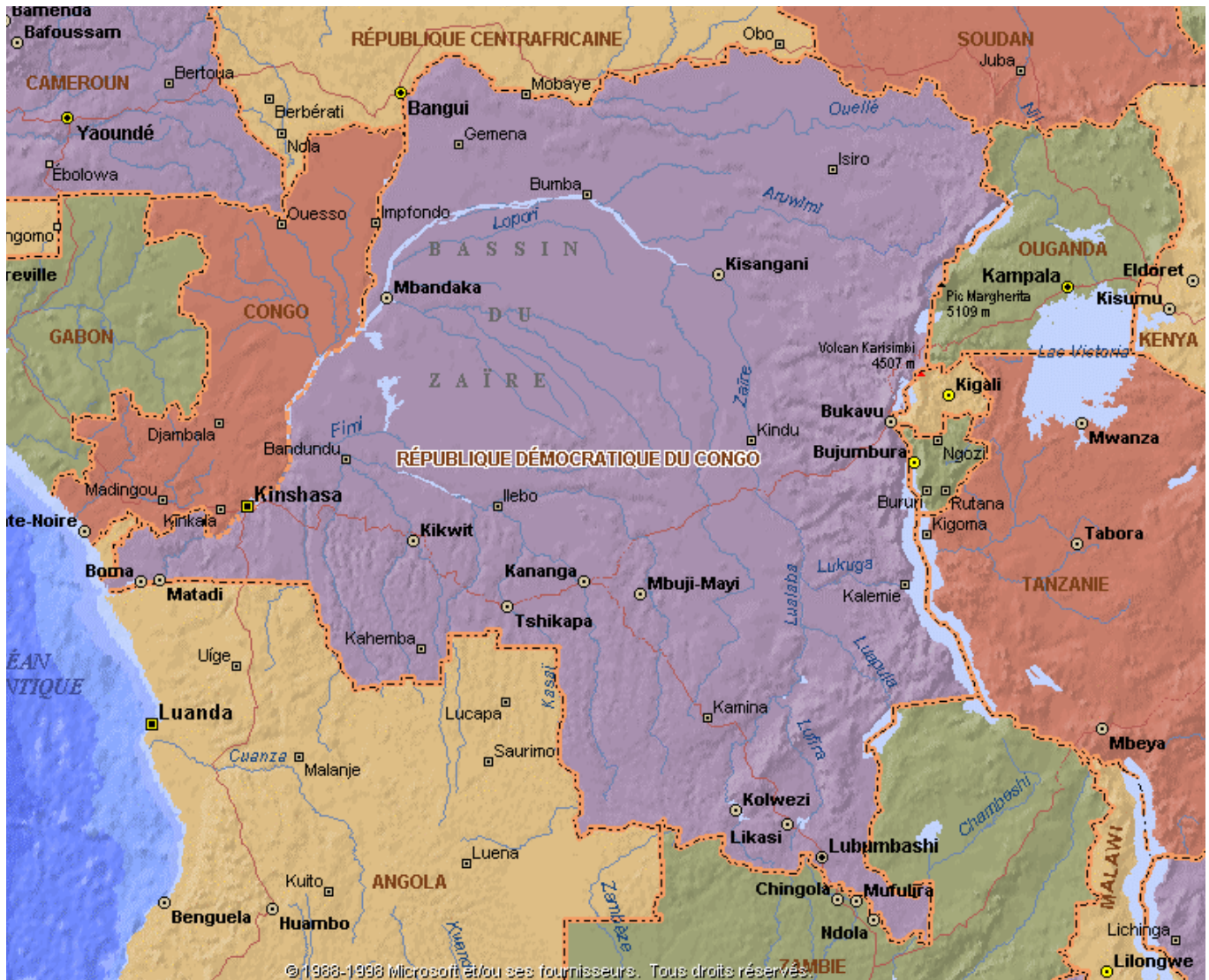
CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



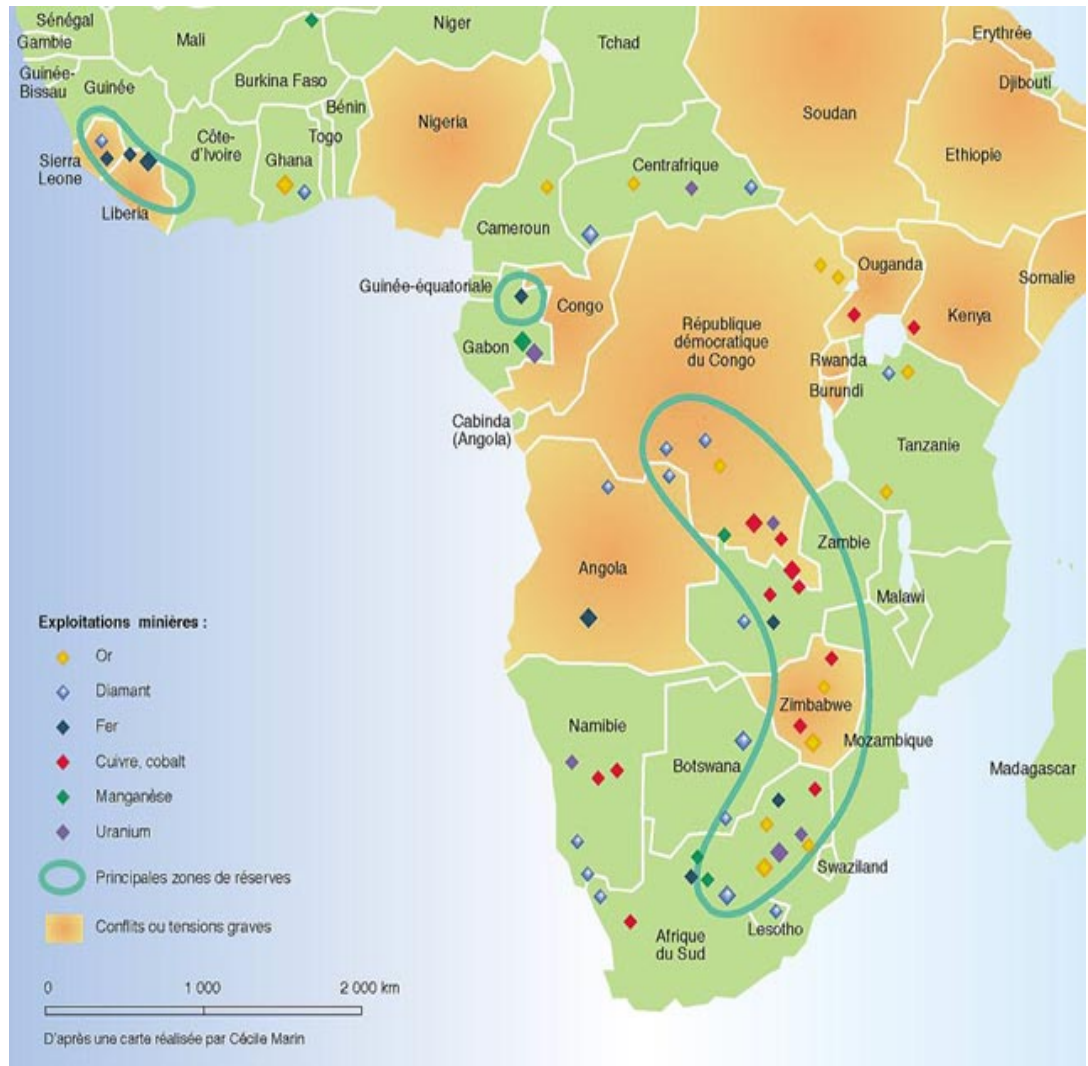
CARTE DES RICHESSES MINIERES, et PARTITION ACTUELLE



CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



CARTE DES RICHESSES MINIERES



Bibliographie

Ouvrages

- Léon Matangila Musalida, *Pour une démocratie au Congo-Kinshasa*, Ed. L'Harmattan, 2001.
- S.Marysse et F. Reyntjens, *L'Afrique des Grands lacs, annuaire 2000/2001*, Ed. L'Harmattan, 2001.
- Colette Braeckman, Marie-France Cros, Gauthier de Villers, Frédéric François, Filip Reyntjens, François Ryckmans, Jean-Claude Willame, *Kabila prend le pouvoir*, Ed. GRIP, 1998.

Conférence

- M. Lugan, *L'Afrique des Grands lacs*, CID, 31 janvier 2002.

Articles

- Courrier international n°470 du 4 au 9 novembre 1999, page 32 : **Congo-Kinshasa, traité de paix, mais quelle paix ?**, *The Economist Londres*
- Courrier international n°470 du 4 au 9 novembre 1999 : **Une partition qui arrange tout le monde**, *Tshidlbi Ngondavi*
- Courrier international n°533 du 18 au 24 janvier 2001 : « **Non à la recolonisation !** », *Le Messenger*.

- Courrier international n°533 du 18 au 24 janvier 2001 : **Ruée vers l'or high-tech**, *Die Tageszeitung Berlin*.
- Courrier international n°503 du 22 au 28 juin 2000, page 37 : **Congo-Kinshasa : un génocide est en cours à Kinsangani**, *Colette BRAECKMAN*.
- ESPRIT, novembre 1998, Pages 55 à 73 : **La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'Etat ?**, *Jean François BAYART*
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2064, 1 au 7 août 2000, pages 26 à 31 : **KAGAME parle**, *Jean Dominique GESLIN*.
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2066-2067, 15 au 28 août 2000, page 54 : **Kisangani, ville martyre**, *Jean Dominique GESLIN*.
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2072, 26 septembre au 2 octobre 2000 : **Qui veut vraiment la paix ?**, *Ian Fisher*
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2078, 7 au 13 novembre 2000, pages 38 et 39 : **La guerre des autres**, *Jean Dominique GESLIN*.
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2089, 23 au 29 janvier 2001 : **Le « Kadogo » se dirige vers KABILA, dégainé et tire**, *Francis KPATINDE*.
- Jeune Afrique / L'Intelligent n°2102-2103, 24 avril au 7 mai 2001, pages 26 à 28 : **Comment Kabila Jr a pris le pouvoir**, *François SOUDAN*.
- Jeune Afrique / L'Intelligent n°2109, 12 au 18 juin 2001, pages 20 : **RD Congo, a qui profite la guerre ?**, *François SOUDAN*.
- Jeune Afrique / L'Intelligent n°2109, 12 au 18 juin 2001, pages 21 à 25 : **Pillage, mode d'emploi**, *Jean Dominique GESLIN*

- Jeune Afrique / L'Intelligent n°2115, 24 au 30 juillet 2001, pages 37 à 48 : **Joseph Kabila « le Congo, mon père et moi... »**, *François SOUDAN*.
- Jeune Afrique / L'Intelligent n°2121, 4 au 10 septembre 2001, pages 20 à 22 : **RD Congo, faut-il croire au miracle ?**, *Abdelaziz BARROUHI*.
- Jeune Afrique / L'Intelligent n°2127, 16 au 22 octobre 2001, pages 95 à 97 : **RD Congo, les autres Rwandais**, *Valérie THORIN*.
- Le Monde (jeudi 18 janvier 2001) : -1) **Le cobalt, le cuivre et les diamants au secours du régime**. *Marc ROCHE*. -2) **Un président resté impuni malgré les massacres de Hutus, puis de Tutsis**. *Afsané Bassir.*, -3) **Laurent-Désiré KABILA a été assassiné à Kinshasa**. *Stephen SMITH.* , -4) **Une ombre de plus sur un sommet France – Afrique officiellement consacré à la mondialisation**. *Jean Pierre TUQUOI avec Babette STERN.*, -5) **Pour Che GUEVARA, ce noceur, qui n'hésitait pas à se livrer à toutes sortes de trafics, aimait trop les femmes et l'alcool**.
- Le Monde diplomatique **Sous le choc de la « révolution congolaise »**. *Philippe LEYMARIE*.
- Le Monde diplomatique **Des matières premières toujours convoitées**. *François MISSE et Olivier VALLEE*.
- Le Monde diplomatique janvier 1999 pages 10 et 11 **Au Congo, de la rébellion à l'insurrection**. *Catherine COQUERY – VIDROVITCH*.
- Le Monde diplomatique juillet 1998 page 14 **Convoitises multiples sur le Kivu**. *Gérard PRUNIER*.
- Le Figaro (jeudi 18 janvier 2001) **KABILA remplace KABILA à Kinshasa P. S.- P., Le théâtre d'une guerre régionale**. *Patrick Saint-Paul* , **Le despote d'un royaume fantôme**. *Pierre PRIER*.

- Le Figaro (mercredi 24 janvier 2001) **Ces diamants qui saignent le continent.** *Thierry OBERLE , Joseph, une chance pour la paix.* Envoyé spécial
- Le Figaro (février 2001) **Les défis de Joseph KABILA.** *Adrien JAULMES.*
- L'Express du 7/12/2000 **Diamants, la guerre secrète.** , *V.H. et V.N.*
- Regard européen octobre 1997 : **Le Zaïre, d'une ère à l'autre.** *Claude JACQUEMART.*
- L'Observatoire de l'Afrique centrale volume 32, numéro 30, du 14 au 20 août 2000 : **Aux sources de la crise des Grands Lacs.** *René LEMARCHAND.*
- L'Observatoire de l'Afrique centrale volume 3, numéro 39, du 23 au 29 octobre 2000 : **A propos du retour de la paix en RDC. Herman COHEN accable l'administration CLINTON.** *René LEMARCHAND.*
- Sélection documentaire du CEDOCAR, 1999 , n°333, Pages 16 et 17 : **RD Congo : La balkanisation.** *Jean François GESLIN.*
- Manière de voir, 1 janvier 2000 : **Rebelles et parrain se partagent le Congo ,** *Colette BRAECKMAN.*
- Le Monde, Dossiers et documents, n°289, juillet-août 2000, page 5 : **La république Démocratique du Congo au cœur d'un conflit multinational.**

Sites internet

- La documentation française : www.ladocfrancaise.gouv.fr
- Ministère des Affaires Etrangères et coopération : www.diplomatie.fr
- Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale : www.ihedn.fr
- Débat National République Démocratique du Congo :
www.congo2000.com/debat_national/documents
- République démocratique du Congo (ex-Zaïre) :
www.ciral.ulaval.ca/alx/amlxmonde/afrique/czaire.htm
- Voilà : L'actualité avec l'Agence France Presse / : <http://afp.voilà.fr/journal/mon/>
****.html (plusieurs dépêches)
- Média Congolais : www.mediacongolais.com/analyse.html
- Le Monde diplomatique : www.monde-dipomatique.fr
- The National Council for Science and the Environment NCSE / Issue brief for congress / Congo (formerly Zaïre) : <http://www.cnie.org/nle/inter-55.html>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire/chroniqu.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire/gdsdaap.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Culture/Litterature/Sary01.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Culture/Litterature/Sary01.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Politiq/recensem.htm>

- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/Langues.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/ordre.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/dmograph.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/gotransp.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/geo/hydrogra.htm>
- Archives de Le Soir Bruxelles : http://www.multimania.com/licopa/guerre_pour_diamant.htm,
<http://www.multimania.com/licopa/irin041199.htm>,
http://www.multimania.com/licopa/revelations_accablantes_congo.htm,
http://www.multimania.com/licopa/notre_congo.htm
- Le millénaire, journal du Congo : <http://www.congo-brazza.com/p17.htm>
- Union pour la Démocratie et le Progrès Social UDPS :
<http://www.udps.org/Textes-forum/amnesty-010300.html>
- Digitalcongo.net : : <http://www.digitalcongo.net/actualite/00-11-07-fleau.shtml>
- Courrier international : http://www.courrierint.com/afp/actu/**** (plusieurs dépêches)
- Radio France Internationale : <http://www.radiofranceinternationale.fr>
- MédiasCongolais : <http://www.mediascongolais.com/politique.htm>

Documents officiels

- Documents d'Actualité Internationale n°15 paragraphe 232 : **Résolution 1304 du Conseil de sécurité sur le retrait de l'Ouganda et du Rwanda de Kisangani et la souveraineté de la RDC (New York, 16 juin 2000), Nations Unies.**